

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

no 59

janvier 87 14 fr

LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE

Echec à Chirac

Interview JCR

L'enjeu scolaire

Une nouvelle génération



Le dernier message de Chalamov



Au sujet du film « Mission »



URSS : si on parlait vrai ?

(Suite)



Index 1986

Dossier



ROULENT LES LUTTES !

1986 devait être l'An I du néo-libéralisme triomphant, ce peut être le premier acte de sa déroute.

A la suite des jeunes, les cheminots ont pris le relais. Après le soulèvement de la jeunesse étudiante et lycéenne, c'est une grève dure à la SNCF. Après le retrait des lois Devaquet et Monory, le gouvernement se voit contraint de retirer un projet de grille préparant l'individualisation et la flexibilité des salaires. Dans l'un et l'autre cas, une même détermination, une même volonté de s'auto-organiser pour contrôler la mobilisation et préserver son unité. Dans l'un et l'autre cas, un pouvoir démasqué, obligé de reculer sur ses projets d'inégalité et de régression sociale.

Quelque chose a changé !

Le mouvement de la jeunesse a gagné au terme d'une guerre-éclair qui, à aucun moment, malgré les manœuvres gouvernementales, la répression, les atermoiements des directions syndicales, n'a dévié de son objectif. Le pouvoir s'est trouvé déstabilisé pour une raison simple : son appréciation erronée des rapports de forces. Trop sûr de lui, il n'a compris que trop tard de quel poids pesait la levée de masse de la jeunesse, ses potentialités de lutte et d'organisation, ses capacités de polarisation de l'opinion ouvrière autour de son

combat. Il a été frappé au défaut de sa cuirasse : l'arrogance, le mépris des masses.

Parce qu'il sait l'ensemble de sa politique menacée et son sort même en jeu, Chirac prétend prendre sa revanche sur les cheminots et bloquer la remobilisation ouvrière.

Une épreuve de force majeure est engagée.

C'est elle qui ouvre 1987, année que nous souhaitons à tous nos lecteurs riche de luttes et de victoires. A l'image de ce mouvement de la jeunesse, auquel est à nouveau consacré ce premier numéro de l'année nouvelle.

Il s'agit de poursuivre une réflexion nécessaire. Autour de trois thèmes :

- ◆ L'échec gouvernemental, qui est davantage qu'un accident de parcours.
 - ◆ L'enjeu scolaire, dont l'explosivité sociale est à nouveau confirmée.
 - ◆ La naissance d'une nouvelle génération politique.
- Trois thèmes pour autoriser trois approches du même sujet : loin de découper une réflexion nécessairement globale, ces trois articles se font écho et interfèrent à plus d'une reprise.

Quelques leçons de 1986 pour se préparer, en 1987, à donner une leçon définitive à ce gouvernement !

Echec à Chirac

François DIETRICH

LA défaite de décembre du gouvernement Chirac, tout autant qu'une défaite politique, est une défaite idéologique. Dans un contexte de crise généralisée des valeurs de référence, que ce soit dans les rangs de la bourgeoisie ou dans ceux du mouvement ouvrier traditionnel, le gouvernement a perdu la face sur deux aspects essentiels de son image de marque : le « libéralisme » comme alternative idéologique au socialisme, même s'il ne s'agit ici que de sa caricature réformiste, et son image de pouvoir « fort », capable de rassurer son électorat et de faire pièce au prétendu laxisme des gouvernements de gauche. Cet échec est profondément révélateur des contradictions graves auxquelles la bourgeoisie est confrontée devant la crise de son système économique et social. Elle n'a pas fini d'en subir les conséquences... pourvu que les travailleurs sachent exploiter ses difficultés.

Le libéralisme : zéro pointé

La question ronge tous les observateurs, politiciens et sociologues : concours de circonstances, fruit du hasard, ou expression d'une lame de fond ? Les erreurs du gouvernement Chirac pouvaient-elles être évitées et la victoire des jeunes est-elle un coup de chance ?

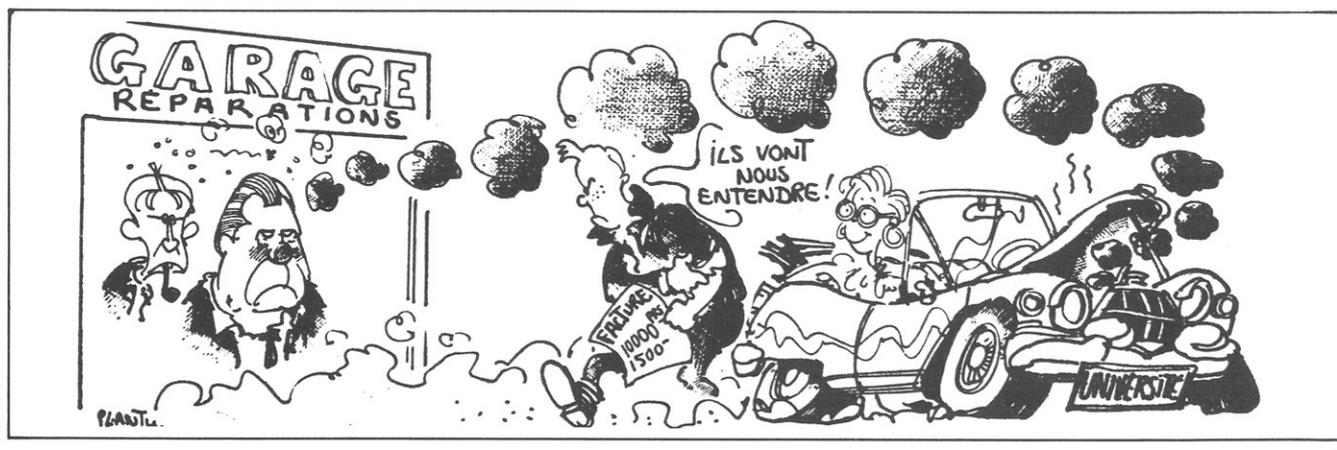
Certes, le mouvement des jeunes n'aurait peut-être pas connu une issue aussi éclatante sans la bêtise des soudards-voltigeurs, qui transforme les consignes de ratonnade en meurtre, et qui, de surcroît, choisit comme victime un étudiant d'origine maghrébine. Les terroristes en uniforme ne pouvaient tuer symbole plus explosif pour la génération des marches antiracistes. Dans son absurdité

tragique, la mort de Malik Ousseki a éclaboussé le visage du présidentiable Chirac. Du coup, le retrait de la copie Devaquet trois jours après n'est plus apparu comme le geste d'apaisement d'un gouvernement conciliant : même s'il a effectivement désamorcé le mouvement, il est devenu aux yeux de tous le geste de panique de cyniques qui ont mesuré l'importance de la vie d'un jeune luttant pour son avenir à l'aune d'un projet de loi universitaire.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : le mouvement étudiant et lycéen n'avait pas besoin de la mort de Malik pour battre Chirac, même si sa victoire eût peut-être été moins nette. Le fond de sa victoire réside dans la véritable inversion de tendance qu'il a imprimée à l'ensemble du contexte politique et social.

Nul ne doute que les partis bourgeois, un temps déboussolés par la victoire de Mitterrand en mai 1981, ont désormais un projet cohérent d'offensive tous azimuts contre les acquis des travailleurs, en matière d'emplois et de droits sociaux. Mais, dans une France baignant depuis un siècle dans le mythe républicain égalitaire forgé par la III^e République, une telle offensive se devait de trouver un masque, un discours idéologique justificateur tout aussi décisif que les mesures elles-mêmes.

Le « libéralisme » s'est ainsi élaboré sur les ruines des espoirs des travailleurs après mai 1981, et sur la déroute idéologique d'une gauche ayant promis le « changement » et qui, en gérant le capitalisme faute de vouloir le renverser, a mis le pied à l'étrier de la nouvelle droite : glorification de l'entreprise et de la compétition, flexibilité du travail, mercantilisation de la culture et des médias... La gauche au gouvernement avait ainsi d'elle-même reconnu que son idéologie de gestion étatique « démocratique » du capitalisme ne pouvait s'appliquer en temps de crise. Ce « socialisme »-là, le « modèle suédois », pour être rapide,



ne peut voir le jour... que si le capitalisme se porte bien ! Dans le même temps, le caractère monstrueux des régimes bureaucratiques de l'Est, usurpant le titre de socialiste, finissait de se dévoiler avec l'expérience polonaise. La brèche était trop belle pour quelques petits malins, comme Alain Peyrefitte qui, dès 1981, avait vu dans le « libéralisme » l'idéologie de remplacement rêvée. Moins d'Etat, moins de bureaucratie, valorisation de l'initiative individuelle, glorification du caractère « fonctionnel » de la compétitivité, censée, malgré ses battus et ses laissés-pour-compte, redonner à l'économie et à la société une croissance en définitive profitable à tous. Face à l'épouvantail soviétique, il ne restait plus qu'à assimiler « libéralisme » et liberté et le tour pouvait être joué. On a ainsi vu la droite manier un mélange de discours d'austérité économique et de « libertarisme » sur le plan social, une sorte d'anarchisme capitaliste.

Mais voilà : nos libéraux ont trop facilement travaillé dans l'importation de gros. Cette idéologie-là pouvait convenir dans l'Amérique de Reagan, où le mouvement ouvrier a été décérébré par la Seconde Guerre mondiale et le boom économique, dans un pays forgé dans le capitalisme sauvage et le massacre des Indiens. En France, elle se devait, pour être efficace, d'éliminer le vieux discours radical-socialiste des années trente, et l'ensemble des valeurs sur lesquelles repose la domination bourgeoise depuis un siècle : liberté-égalité-fraternité. La mobilisation sur l'école « libre » de 1984 allait bien dans ce sens, mais globalement le résultat reste insuffisant eu égard à ce qui serait nécessaire pour véritablement bouleverser le socle de la *culture politique* sur lequel ce pays vit depuis des décennies.

De ce fait, tant que l'idéologie « libérale » n'a été perçue que comme un « plus » en matière de liberté, de consommation de loisirs et comme un vague espoir de réduction du chômage là où la gauche avait échoué, elle pouvait connaître une certaine vogue. Mais ce fragile et facile triomphe devait être nécessairement de courte durée à l'épreuve de l'application pratique : loin d'être une idéologie de progrès social, le « libéralisme » s'avérait être une logique de régression faite de maintien du chômage (devenu brusquement « incompressible » dans le discours de la droite, alors qu'elle en promettait la réduction massive avant le 16 mars) et d'institutionnalisation à tous les niveaux, non plus de l'émulation, mais de la loi du plus fort baptisée « concurrence ».

De plus, se faire le chantre du « moins d'Etat » lorsque, dès avant la vague d'attentats de septembre, on quadrille Paris de pelotons de CRS avec, comme résultat, le meurtre de la rue Mogador, lorsque les niaiseries de VRP de Léotard se mélangent avec le discours pas très libéral de Pasqua, ex-dirigeant du SAC reconverti place Beauvau, lorsqu'on multiplie les projets répressifs et qu'on flirte avec Le Pen en prétendant d'un autre côté desserrer les contraintes sociales, on exprime là plus qu'un décalage entre des courants différents de la droite. Au fond, les leaders politiques de droite ont si peu confiance dans la capacité du discours « libéral » à leur redonner une base cohérente dans le pays qui aille au-delà des phénomènes électoraux que, dans le même temps, ils peaufinent le seul outil qui semble encore fiable : l'Etat et sa machine répressive, pourtant si décrié. Au-delà, l'interrogation fondamentale de la bourgeoisie demeure : faut-il gérer la crise par morceaux et par touches plus ou moins petites, en prenant le risque de la faire durer indéfiniment, ou bien frapper des coups plus forts et risquer des réactions imprévisibles et incontrôlables ? Le débat, en forme de quadrature du



cercle, n'a pas fini de traverser toutes les formations de la droite classique, voire même d'un certain point de vue le Front national. La multiplication des « présidentiables » à droite n'a pas comme seule base les appétits personnels, bien qu'il ne faille plus s'étonner de voir Raymond Barre passer alternativement du discours « dur » aux propos « démocratiques » au simple gré des déclarations gouvernementales.

Comment gouverner ?

Il a beaucoup été dit que le gouvernement a multiplié les erreurs dans la décisive première semaine de décembre, en passant de la conciliation sur certains points de la réforme, puis au refus du dialogue et à la répression. Rien n'est moins sûr, et en tout cas cela pouvait très bien ressembler aussi à un mouvement concerté, visant à séparer le bon grain de l'ivraie, les étudiants raisonnables des manipulateurs d'extrême gauche. En d'autres circonstances, la manœuvre eût pu réussir. Mais l'erreur va précisément au-delà et, plus fondamentale, elle n'en est que plus révélatrice.

Le gouvernement n'avait pas perçu la profondeur du mouvement, sa massivité, et surtout la valeur de symbole que prenait à ses yeux le projet Devaquet, qui s'attaquait à une valeur-clé de référence : une université « démocratique », c'est-à-dire en principe ouverte sans barrage supplémentaire à tous les bacheliers. Le projet Devaquet, dans sa globalité, et non pas seulement dans telle ou telle de ses dispositions les plus criantes, était rejeté comme symbole du libéralisme rétrograde qui, derrière la prétendue compétitivité, renforçait le contingent des chômeurs futurs par le biais de la sélection par l'argent.

Le gouvernement n'a donc pas vu venir la vague et il n'en a pas perçu l'ampleur. Il a tenté de le manœuvrer jusqu'à ce que l'évidence s'impose dans la confusion et la précipitation : la dangereuse contagion sociale risquait de gagner les rangs des travailleurs.

Et revoilà la question posée : des projets, et des plus inquiétants, la droite en a, à coup sûr. Mais peut-elle les appliquer à une échelle suffisamment large avec les seuls instruments dont elle dispose aujourd'hui ? Suffit-il de l'Etat, de la police, de l'administration et des cabinets de technocrates pour, à l'heure d'une crise capitaliste sans précédent par son ampleur et sa durée, diriger un pays en profondeur et en percevoir les mouvements souterrains ? L'absence d'instrument politique solide de la droite

permet de comprendre son aveuglement devant la mobilisation des jeunes, qui a dû lui apparaître, comme en Mai 68, profondément incompréhensible. De ce point de vue, la thèse des agitateurs qui manipulent les masses n'est pas seulement un argument de propagande, mais la seule explication rationnelle à un mouvement que rien ne permettait d'expliquer autrement.

La fragilité de la construction idéologique « libérale » renvoie à la fragilité des formations de droite classique. Pour gérer sa crise, la bourgeoisie aurait besoin et d'un projet crédible à long terme et d'un parti s'appuyant sur une base sociale locale, régionale, capable de donner vie et cohérence à celui-ci. Mais à regarder la composition sociale du « parti » de droite le plus militant et le plus implanté, on comprend mieux : 10 % d'employés et d'ouvriers, 16 % d'artisans et de commerçants, 56 % de cadres et de professions libérales ; en quelque sorte l'inverse de la pyramide sociale réelle. On est loin du parti radical de l'entre-deux-guerres, de ses centaines de milliers d'adhérents et de sa multitude de réseaux de notabilités locales qui avaient assuré bon an mal an la stabilité de la république bourgeoise des années trente face au Front populaire. Dès lors, malgré les affiches bleu horizon et les chemisettes américaines, le RPR est déjà vieux à son dixième anniversaire : le symbole du hall de La Défense, à moitié vide, regardant passer les majorettes, alors que le mouvement des jeunes déferlait dans les rues, n'a sans doute pas fini de rendre anxieux à droite.

Le mouvement jeune a ainsi remis les pendules à l'heure : la bourgeoisie est forte des errements du mouvement ouvrier, incapable d'imaginer autre chose que la gestion du capitalisme. Mais elle-même n'a pas résolu la crise de domination politique et idéologique qui la tenaille depuis l'ouverture de la crise au début des années soixante-dix.

La cohabitation : plus qu'un hasard

La cohabitation est sortie des incohérences de la Constitution de la V^e République, régime mi-présidentiel, mi-parlementaire. Mais elle n'est pas un simple hasard, ni simplement le produit des intérêts personnels de Mitterrand et de Chirac. La droite classique et la gauche classique sont aussi en panne l'une que l'autre : plus de projets à long terme, rien que la recherche désespérée, chacun à sa manière, d'un peu de temps gagné en espérant que l'économie capitaliste veuille bien redémarrer. Dès lors, rien de surprenant à ce que chacun ne cherche pas à déstabiliser l'autre au-delà de ce que le jeu politique et les intérêts électoraux permettent : chacun au contraire ménage l'autre de peur d'apparaître à la faveur d'une crise aussi nu que lui. Voilà pourquoi la droite classique manipule Le Pen avec des pincettes, voilà pourquoi le personnage Pasqua devient si encombrant pour certains secteurs de la droite. Voilà aussi pourquoi plusieurs de nos syndicats ouvriers furent si prompts à se décommander pour la manifestation du 10 décembre, et pourquoi, au-delà des déclarations d'intention, les partis de gauche n'ont rien fait pour étendre le mouvement étudiant à un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs contre l'escroquerie libérale. Le PCF et la CGT ont certes soutenu et participé au mouvement : mais ils ne pouvaient guère faire autrement sous peine de subir un nouveau

recul, et quelles sont d'ailleurs les perspectives qu'ils lui ont offertes ? Quels que soient les avatars électoraux futurs, cette cohabitation-là va perdurer, précisément jusqu'à ce que le gros des travailleurs, lui aussi, réagisse de façon unitaire.



L'incapacité de la gauche, malgré ses promesses, à transformer la société, est devenue manifeste après cinq ans de pouvoir ; la droite avait cru que le coup de peinture « libérale » allait effacer les souvenirs de sa gestion passée. Mais voilà que 70 % des sondés approuvent les jeunes. C'est le vide politique, l'absence de tout projet mobilisateur à moyen et long terme, tant à gauche qu'à droite, qui domine désormais la vie politique. Rien d'étonnant à ce que les deux blocs s'appuient l'un sur l'autre tout en se combattant. Rien d'étonnant non plus à ce qu'une partie des travailleurs, désorientée par cette situation embrouillée, puisse balancer d'un côté à l'autre au gré des élections et des coups médiatiques des uns et des autres, rendant la gestion politique encore plus hasardeuse pour nos malheureux politiciens. Rien d'étonnant non plus à ce qu'une partie d'entre eux trouve la cohabitation Chirac-Mitterrand pas si mauvaise : quitte à n'avoir confiance ni dans les uns ni dans les autres, autant qu'ils se contrôlent mutuellement dans des institutions bicéphales.

Mais jusqu'à quand ce jeu-là peut-il durer ? Certes, Mitterrand est habile, mais jusqu'à quand — lui ou un éventuel successeur de gauche, puisqu'il n'est question que de cela dans les sondages — pourra-t-il se contenter de petites manœuvres, de signatures et de phrases assassines ? Déjà le mouvement jeune a bien remarqué l'air de famille qu'il y avait entre les projets Chevènement et les réformes Monory-Devaquet. Ce n'est pas Chevènement lui-même qui le contredira, lui qui avait, semble-t-il, proposé de voter pour le projet Devaquet. Pour monter dans les sondages, rien ne semble meilleur que... de ne rien dire ! Rocard, Barre... et Mitterrand sont restés les plus silencieux de cette année 1986, laissant Chirac s'embourber. Mais que feront-ils demain s'ils se retrouvent à l'Élysée ?

Dès lors, le danger est grand pour nos compères-enemis que la masse des travailleurs soit lassée de ce jeu de dupes et que leur complicité ne devienne insupportable au fur et à mesure que la crise poursuit ses ravages sociaux.

François Dietrich

Le film des événements

Si, le 21 octobre, les étudiants de Caen lancent un appel pour la tenue d'une manifestation nationale afin de dire « non au projet Devaquet », c'est dans l'indifférence que le texte est adopté par le Sénat, le 30 octobre. Faisant le bilan du mouvement, *le Monde* pouvait à juste titre commenter : « Personne n'aurait pu penser, voici encore deux semaines, que le projet de loi sur les universités serait le ferment d'une crise politique majeure. »

◇ Samedi 15 novembre

Réunion de la première coordination nationale étudiante, à Caen, qui réunit une dizaine de villes. Reprise du premier appel de Caen.

◇ Lundi 17 novembre

La grève commence à Caen et Villetaneuse.

◇ Mardi 18, mercredi 19, jeudi 20, vendredi 21 novembre

Extension des grèves étudiantes, en particulier dans la région parisienne. « L'agitation étudiante contre la réforme universitaire, sporadique et incertaine il y a quelques jours, commence à faire tache d'huile et à s'organiser. » (*Le Monde*.)



24 novembre

Assemblées générales dans les facultés, ici à Jussieu (Paris).

◇ Samedi 22 novembre

Les états généraux de l'UNEF-ID se transforment en états généraux du mouvement présidés par les délégués des comités de grève. 2 000 étudiants y assistent. Ils lancent un appel à la grève générale dès le 24 novembre, décident d'une journée d'information auprès des lycéens le 25 novembre et d'une manifestation de caractère national le jeudi 27 novembre « pour exiger le retrait pur et simple du projet Devaquet ».

Le même jour, le conseil national du CELF (Cercle des



Lycéens et lycéennes rejoignent le mouvement. Le déferlement de toute une jeunesse.

étudiants libéraux de France) déclare : « La grève n'aboutira qu'à un résultat : durcir la position du ministre et faire voter le texte, sans discussion, à l'Assemblée nationale. »

◇ Dimanche 23 novembre

Puissante manifestation de la FEN, à Paris, en défense de l'école.

◇ Lundi 24, mardi 25 novembre

Le mouvement fait boue de neige dans les facultés et s'étend aux lycées. Plusieurs milliers de lycéens manifestent spontanément à Paris et en province. « Montée en puissance des mouvements lycéen et étudiantin », explique *le Monde*.

Monory tente de calmer le jeu en invitant les étudiants à « regarder le texte » de loi. Les « jeunes du RPR » engagent un effort de propagande en défense de la loi : « Grâce à ce projet réaliste et raisonnable, les universitaires et les étudiants retrouveront confiance dans une université modernisée. »

◇ Mercredi 26 novembre

Toutes les facultés de la région parisienne sont en grève (à l'exception d'Assas et Dauphine), le mouvement s'étend en province (60 universités sur 72 sont en grève).

◇ Jeudi 27 novembre

« De la Sorbonne au fronton de l'Assemblée nationale, quelque 200 000 étudiants et lycéens défilent en un cortège bon enfant tandis que des manifestations dans une cinquantaine de villes de province rassemblent 400 000 personnes : la plus grande mobilisation de jeunes depuis 1968. » (*Le Monde*.)

La coordination nationale des étudiants appelle à l'occupation des facultés et à une « montée nationale sur Paris » le jeudi 4 décembre.

◇ **Vendredi 28 novembre**

Le gouvernement décide de réécrire le texte de la réforme sur les trois points les plus contestés : les droits d'inscription, l'orientation, le caractère national des diplômes. 20 000 lycéens manifestent aux alentours de l'Assemblée nationale.

◇ **Dimanche 30 novembre**

Intervention télévisée de Chirac qui s'efforce de faire montre de sérénité : « Que l'on prenne les huit ou quinze jours nécessaires pour s'expliquer. » Il invite les étudiants à « lire le texte » de la réforme.

◇ **Lundi 1^{er} décembre**

Faculté par faculté, lycée par lycée, les jeunes se prononcent sur l'avenir de leur mouvement. Les déclarations paternalistes de Chirac sont sans effet : c'est la montée nationale du 4 décembre qui se prépare.

◇ **Mercredi 3 décembre**

« Le gouvernement attend la manifestation des étudiants pour arrêter sa position », titre *le Monde*.

◇ **Jeudi 4 décembre**

Un million de manifestants, dont 500 000 à Paris, exigent le retrait du projet de réforme. Monory, après avoir reçu une délégation de « non-grévistes », n'apporte aucune réponse positive aux représentants de la coordination étudiante venus discuter avec lui. Sur l'esplanade des Invalides, la police intervient brutalement pour disperser les manifestants qui veulent gagner l'Assemblée nationale : trois blessés graves. Le mouvement vient de basculer de la contestation bon enfant à la colère et à la révolte.



4 décembre

Par centaines de milliers, étudiants et lycéens manifestent contre les projets Devaquet et Monory.

◇ **Vendredi 5 décembre**

Annnonce de la présentation du projet la semaine suivante. Monory, le soir même, dans une « allocution gouvernementale » sur les trois chaînes de télévision, annonce que les points contestés de la réforme seront retirés, le report de la réforme des lycées et une vaste concertation sur les problèmes éducatifs.

Dans la journée, manifestations contre les violences policières. Dans la nuit, au quartier Latin, affrontements avec la police. Malik Oussekine, jeune étudiant de vingt-deux ans, est tué rue Monsieur-le-Prince.

◇ **Samedi 6 décembre**

Une manifestation de deuil et de protestation réunit plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et de lycéens de la Sorbonne à

la place d'Italie où ont lieu des affrontements avec la police ; la manifestation reprend son cours et rejoindra le quartier Latin, puis l'Hôtel de Ville.

Devaquet a annoncé sa démission. Chirac revient de Londres. Mitterrand déclare : « La cohésion nationale doit passer avant toute chose. Je donnerai tort, et le pays avec moi, à quiconque usera de la violence. »



10 décembre

Le mouvement, frappé en son innocence, porte le deuil de Malik.

◇ **Dimanche 7 décembre**

La coordination nationale décide d'une journée de deuil le lundi 8 décembre ; elle appelle les syndicats ouvriers à se joindre à la grève générale et aux manifestations du 10 décembre.

Lors du congrès extraordinaire du RPR célébrant son dixième anniversaire — la partie « fête » initialement prévue a été annulée —, Pasqua dénonce « les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tout poil et de toutes nationalités ».

◇ **Lundi 8 décembre**

Débrayages d'une heure dans les entreprises. Chirac annonce le retrait total du projet Devaquet. Etudiants et lycéens maintiennent leur volonté de manifester le mercredi 10 décembre « contre la répression ».

A l'exception de la CGT, les syndicats ouvriers et la FEN renoncent à se joindre à une grève et une manifestation dont ils « ne voient plus l'objet » après le retrait de la loi.

◇ **Mardi 9 décembre**

Chirac annonce « la pause » par rapport aux réformes engagées : Code de la nationalité, prisons privées... Mitterrand approuve cette « pause » et se déclare « en phase » avec les jeunes.

◇ **Mercredi 10 décembre**

Manifestation dans toute la France, avec une participation importante des salariés. A Paris, le cortège réunit 200 000 jeunes.

◇ **Jeudi 11 décembre**

Dernière coordination étudiante qui décide de sa dissolution. Elle se sépare aux accents de *l'Internationale*. Rendez-vous est pris pour mars et les états généraux de l'université. Reprise des cours dans les facultés et lycées.

Une interview de Pierre François
Membre du bureau national des Jeunesses communistes révolutionnaires

« Comment les jeunes font de la politique »

◆ *Qu'est-ce qui, selon toi, a changé pour la jeunesse à travers cette mobilisation ?*

Pierre François. — Il faut d'abord souligner une certaine continuité entre ce mouvement et les mobilisations antérieures. C'est autour de l'antiracisme que tout a commencé. Le fait que les JCR aient été présentes dans ces mobilisations, dès décembre 1983, en 1984, dans le « boom SOS-Racisme », nous a permis de comprendre comment la génération des années quatre-vingt arrivait à la politique. Même si le gros des attaques bourgeoises contre l'emploi des jeunes porte sur le chômage et la précarisation de l'emploi, il était clair que la riposte naissait sur un terrain plus « démocratique », à partir de ces questions, plus saisissables, où se révélait l'aspect le plus barbare de cette société. Là s'est constitué le terreau du dernier mouvement. Ce n'est pas un hasard si les animateurs des dernières luttes, organisés ou non, ont tous fait leurs premières armes dans les manifestations anti-Le Pen, contre le racisme et pour l'égalité des droits...

Autre aspect à souligner : depuis les premières manifestations, y compris les luttes lycéennes de l'automne dernier, nous avons senti combien le poids de la crise et du chômage pesait sur la jeunesse. A la fois dans le sens du sérieux dans les études, de la volonté d'obtenir un diplôme, et en donnant une force nouvelle à la question du droit à la formation, qu'on a retrouvée comme une idée force du mouvement. On peut dire que les jeunes ont mis le même sérieux dans la lutte que celui qu'ils mettent dans leurs études.

Une dernière remarque en ce qui concerne toutes les luttes depuis trois ans : l'absence de références. Absence de références idéologiques, comme un creux, que n'est pas venue combler l'offensive idéologique bourgeoise mais qui, surtout en milieu étudiant, a laissé une marge de manœuvre à celle-ci. Crise de la référence marxiste et internationaliste ; on a noté que le Nicaragua ne joue pas le même rôle que le Vietnam dans les années soixante. Enfin, crise de la référence au mouvement ouvrier. D'où, pour les mobilisations jeunes des années passées, un rapport très particulier aux organisations politiques et syndicales, la faiblesse de l'auto-organisation, une quasi-inexistence de structuration permanente.

◆ *Alors, l'explosion de la jeunesse n'a pas constitué une surprise ?*

Pas au regard des éléments que je viens de rappeler. En revanche, il faut bien dire que ce mouvement a été surprenant par bien des aspects. Tout d'abord sa massivité,

ainsi que son extension par rapport aux mobilisations antérieures. Ensuite, le trait principal qui l'a marqué : l'auto-organisation. Il y a eu une impressionnante prise en charge du mouvement par ceux qui y participaient, de façon ultra-démocratique, avec une forte implication des filles et des jeunes immigrés. D'ailleurs, l'antiracisme a été présent en permanence.

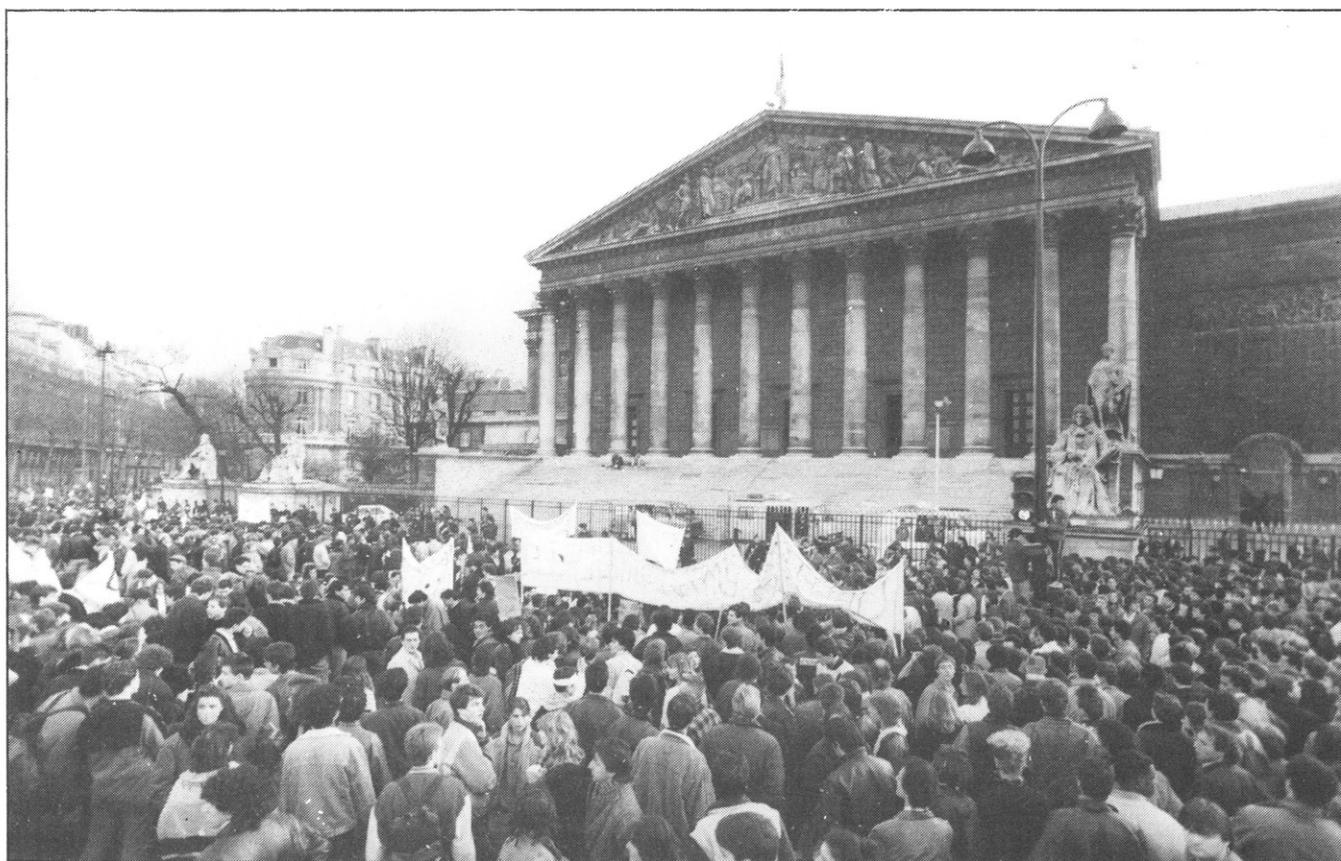
On a là de vraies ruptures par rapport au passé, dans cette ampleur du mouvement et sa prise en charge par une frange significative de jeunes, il suffit de constater la multiplication des comités de grève, des commissions de toutes sortes. D'où, pour l'avenir, un enjeu : le fait que se pose en termes nouveaux la possibilité d'instruments de lutte permanents de la jeunesse. Il semble bien que dans les facultés et les lycées, il y a place à présent pour de tels instruments, pas seulement syndicaux, mais aussi politiques, capables d'agir sur les questions universitaires et antiracistes.

On peut penser qu'une dynamique anticapitaliste est enclenchée. Prenons les questions du droit à la formation, de la crise scolaire et universitaire, de l'objectif des deux millions d'étudiants, de l'ouverture des filières : les aspirations démocratiques tendent à s'investir d'un contenu social. Parce que la bourgeoisie n'est pas en mesure d'y répondre et parce qu'elles débordent du strict terrain universitaire. Ainsi, dans certaines commissions, le problème de l'emploi a commencé à être abordé. Il est clair que, sur une telle base, les liens avec la classe ouvrière et la possibilité d'un courant anticapitaliste de masse dans la jeunesse se posent en termes nouveaux.

En ce qui concerne les références dont je parlais tout à l'heure, commence aussi à apparaître quelque chose de positif, toujours en fonction des réflexions sur les questions universitaires. Beaucoup de jeunes pensent à présent qu'on ne peut se contenter de dire non, qu'il faut chercher à construire quelque chose. En fait, c'est toute une génération qui est en train de réfléchir, de chercher quoi proposer.

◆ *Dans ce contexte, qu'en est-il des relations avec les organisations politiques ?*

Au départ, ces rapports ont été très conflictuels. Mais on peut considérer que c'était là un phénomène fondamentalement sain, aussi bien pour le mouvement que pour les organisations. Il s'agissait d'un rejet de la politique politicienne, d'un refus d'entrer dans le jeu politique traditionnel. En ce qui concerne les organisations, progressivement, la méfiance a laissé place à une espèce de regard critique : on observe les militants politiques à l'œuvre, on



27 novembre
La vague jeune vient se heurter aux murs de l'Assemblée nationale.

examine les organisations d'un œil neuf. Un pronostic peut être avancé : toute organisation qui a eu une attitude correcte au cours de la mobilisation va se construire... Bien sûr, cela n'est vrai que pour une frange radicalisée de la jeunesse. Il y a un décalage énorme entre un mouvement immense et la taille des organisations, c'est un problème d'échelle, qui va se maintenir. D'ailleurs, ce n'est pas propre à la jeunesse...

◆ *Et pour les JCR, qui ont été totalement impliquées dans le mouvement, qu'est-ce qui va changer ?*

Tout d'abord, pour être trivial, on pourrait dire : leur taille. Nous sommes entrés dans le mouvement avec le capital représenté par une organisation indépendante, dont les forces étaient très limitées, mais qui avait accumulé une certaine expérience dans les luttes antérieures, qui avait une analyse de la radicalisation et avait formé une direction. C'est sans doute ce qui nous a permis d'être dans la mobilisation comme des poissons dans l'eau.

Nous y avons trouvé une validation de notre programme : la démocratie de masse, l'auto-organisation... Ce sont là des éléments de notre programme et le fil à plomb de notre orientation dans les semaines qui ont précédé la grève générale. Pour nous ce fut un « plus » considérable.

En un mot, nous avons vécu une expérience irremplaçable : être une organisation utile à un mouvement comme celui-là. Par notre présence dans la lutte. Par les réponses politiques que nous pouvions apporter, à travers notre centralisation, notre réflexion collective, notre capacité à écouter le mouvement et à apporter des éléments d'orientation au jour le jour.

Bien sûr, nous savons bien que le problème de la révolution n'est pas posé à une échelle de masse dans la

société, mais un certain nombre d'éléments de notre orientation, eux, ont été testés à une échelle de masse, ont été défendus dans des assemblées générales, et... ces idées passent ! C'est un extraordinaire facteur de confiance.

D'autant qu'une frange importante du mouvement s'est posée des problèmes politiques. Comme le disait une belle phrase lue dans *Libération*, « l'apolitisme ne résiste pas à une charge de CRS ». On a assisté à une véritable prise de conscience sur des questions comme celle de l'Etat, des impasses du capitalisme. Nos explications politiques ont rencontré une audience inconnue jusqu'alors. C'est nouveau !

Maintenant, pour les JCR, se pose un problème de croissance. Il nous faut arriver à être toujours présent dans les luttes, savoir épouser la radicalisation, impulser des structures de masse et, en même temps, construire les JCR à partir du capital de sympathie gagné autour de notre quotidien de lutte, *Autre Chose*.

La grande question, pour nous, c'est : comment présenter le programme révolutionnaire à tous ces jeunes ? De ce point de vue, le capital des camps internationaux de jeunes est précieux. Nous y avons acquis une expérience organisationnelle, nous avons appris des échanges internationaux qui, à notre échelle, nous ont permis de mieux sentir ce qui se passait dans la jeunesse. Nous y avons appris aussi à faire de la politique autrement, à travers des commissions parlant de culture, de sport, de politique, souvent de façon non cloisonnée. Ce sont là des armes pour construire une organisation de jeunesse révolutionnaire. Bien sûr, le prochain camp, qui se tiendra en France ou en Italie, va revêtir une importance encore plus grande. Il s'agit de comprendre de mieux en mieux comment les jeunes font de la politique.

Propos recueillis par Francis Sitel

L'enjeu scolaire

Francis SITEL

GRACE aux premiers intéressés, les jeunes, l'école — du lycée à l'université — vient de témoigner une nouvelle fois de son explosivité sociale. La droite, décontenancée, s'efforce à présent de calmer le jeu et d'escamoter l'un des enjeux des dernières mobilisations en reniant sa volonté de réforme. Bien naïf qui s'y laisserait prendre ! La mobilisation de la jeunesse, après les batailles autour de la laïcité, doit, au contraire, amener à poser le problème avec une force nouvelle.

L'escamotage

Etrange spectacle donné par ce gouvernement à propos de sa réforme scolaire et universitaire : celle-ci retirée, sur la base d'une défaite infligée par le mouvement de la jeunesse, tous récusent sa paternité. Devaquet s'évanouit, en dénonçant les maximalistes qui lui ont imposé des mesures qu'il refusait. Monory bricole discrètement en répétant, paterne, qu'il n'a jamais voulu de réforme. Chirac jure qu'on ne l'y prendra plus, tandis que ses conseillers se terrent, muets, en leurs cabinets. Quant au RPR, au CDS et la « bande à Léo », ils s'étripent joyeusement pour savoir qui portera le chapeau d'une réforme reniée.

Il est vrai — Edgar Faure ne se fait pas faute de le répéter à satiété —, que l'université n'avait pas besoin d'une réforme en bonne et due forme pour poursuivre son adaptation aux besoins présents et à venir du capitalisme. Et il est encore plus vrai que Chirac aurait bien fait l'économie d'une telle épreuve. En ce sens, et l'on

comprend le ressentiment au sein de la majorité, le gouvernement n'était pas dans la situation de ses prédécesseurs socialistes. Ces derniers étaient tenus par leurs engagements laïques, conformes aux traditions de la gauche. Il a fallu la guerre scolaire menée avec brio par le lobby de l'école privée pour dénouer ceux-ci et conduire Mitterrand au renoncement. La coalition RPR-UDF n'avait pas fait de promesse majeure sur la question de l'école. Le terrain pouvait lui apparaître confortable. Ne lui suffisait-il pas, au nom de la « liberté de choix de l'école », doublement sacralisée par la défaite laïque et par le néo-libéralisme de rigueur, d'avancer progressivement sur la voie ouverte par la gauche : celle de la décentralisation et de l'autonomie des établissements ?

Reste que, quoi qu'ils en disent aujourd'hui, nos gouvernants ont mis en train deux réformes majeures et cohérentes et, en défense de celles-ci, ont engagé un choc frontal et violent avec la jeunesse.

Il est de bon ton à présent, dans des milieux estimés compétents, d'accuser un coupable excès d'idéologie en ce qui concerne l'école. Hier, de la part de la gauche, qui aurait inutilement sacrifié à une idéal laïque démodé. Aujourd'hui, de la part de la droite, trop empressée à donner des preuves de son néo-libéralisme. Tout viendrait en somme de cette commune hâte à vouloir réformer un monde scolaire dont la sagesse voudrait qu'on le laisse évoluer tranquille.

On peut être sûr qu'une telle explication est promise à un bel avenir. Elle est close la période qui a vu publier à la tonne les rapports, études, pamphlets et ouvrages divers préconisant la réforme de l'école, dénonçant le conservatisme des enseignants et l'immobilisme coupable de la FEN. Tout un discours à propos duquel Jean-Claude Milner soulignait : « Une donnée massive s'impose en effet à l'attention : on ne parle jamais de l'école, aujourd'hui, que du point de vue de sa réforme. » Le temps est sans doute venu du discours inverse, tout aussi lénifiant, celui de la « non-réforme », au nom du refus du « tout idéologie » !

Cette nouvelle approche, outre le bénéfice que certains peuvent retirer du renvoi dos à dos de la gauche et de la droite, toutes deux également taxées d'idéologisme, a pour fonction de neutraliser les enjeux des luttes de classes sur le terrain de l'école et d'escamoter la nécessaire réflexion sur ce que devrait être une réelle « réforme » de l'école. Bref, de tenter de bloquer l'onde de choc que la révolte de la jeunesse provoque dans la société et dans la conscience des travailleurs.

Pour limiter les conséquences de la défaite essuyée, il s'agirait, ni plus ni moins, que de décréter qu'il n'y a pas, ou qu'il n'y a plus, d'enjeu scolaire. A preuve : la droite a





retiré ses projets, la gauche a renoncé à en avoir... Donc, que les enseignants enseignent, que les étudiants étudient, que les parents s'apaisent, tous unis sous le parapluie de quelques « mesures simples et pratiques », modèle Chevènement corrigé Monory...

L'école : une faille sismique

Il est bon signe que les étudiants, tournant le dos à ces propos soporifiques, se soient engagés dans un travail de réflexion collective sur ce qu'on est en droit d'attendre de l'université. C'est une première retombée positive de la mobilisation que nous venons de vivre. Elle éclaire cette évidence : l'enjeu scolaire est une question sociale clé qui, même de façon spécifique et médiée, est au cœur des affrontements entre classes.

Autrement, on ne saurait comprendre pourquoi toute l'histoire de la V^e République, de Debré et Fouchet jusqu'à Savary et Monory, a été marquée par des affrontements à l'ampleur imprévisible sur ce terrain. Ni pourquoi, en moins de trois ans, deux gouvernements ont trébuché sur ces questions, confrontés qu'ils étaient à des mobilisations de masse sans précédent. La dynamique sociale contradictoire des unes et des autres ne doit pas amener à conclure que la question scolaire est une bouteille à l'encre où se mêlent et se confondent des intérêts de classe indéchiffrables. Au contraire, cela signifie qu'autour de l'enjeu scolaire s'exacerbent des affrontements de classes complexes, la confusion apparente n'étant que le prix de l'incapacité des forces politiques et institutionnelles à répondre aux problèmes posés, la marque visible des carences des stratégies mises en œuvre.

Il est tentant d'établir des analogies entre la « guerre scolaire » autour de l'école privée, qui a culminé en juin 1984, et la mobilisation de la jeunesse en décembre 1986. Dans l'un et l'autre cas, la *massivité* des mouvements engagés, aussi bien par le camp laïque que par les partisans de l'école privée en 1983-1984, par la jeunesse en décembre 1986, témoigne de la sensibilité de la société, dans ses diverses composantes, à la question scolaire. Dans l'un et l'autre cas, il s'agissait d'un affrontement gauche-droite mettant en cause le gouvernement en place, mais sur ce terrain spécifique de l'école où les enjeux directement politiques apparaissent médiés sinon brouillés. Spécificité qui explique l'enclenchement de

mouvements d'opinion débordant les stricts clivages politiques : au nom de la « liberté de l'école », le lobby du privé était parvenu à enfoncer des coins dans le camp adverse mal assuré de la validité des valeurs laïques, et à polariser au-delà de ses sphères d'influence immédiates ; la jeunesse, quant à elle, derrière sa revendication initiale d'« apolitisme », a su imposer à une grande partie de la société la légitimité de son combat. Comme si, en 1984 et 1986, une mobilisation sur le terrain de l'école, dont les enjeux politiques ne sauraient être dissimulés véritablement, était parvenue à prendre une telle ampleur et à soulever de telles questions qu'elle prenait figure de mouvement de la société, obligeant le gouvernement en place à reculer sur ses projets et à se replier sur une ligne de *statu quo ante*.

On a vu que beaucoup tireront argument de ces similitudes pour conclure à l'impossibilité de toute réforme scolaire, quel que soit son contenu, et théoriser un prétendu immobilisme obligé en ce domaine. Les mêmes, au demeurant, préciseront que les plateaux de la balance ne sont pas malgré tout à égalité : défendant mordicus que le 24 juin 1984 a rassemblé davantage de manifestants et a infligé une défaite historique au gouvernement de gauche en le frappant dans ses valeurs fondamentales, là où Chirac n'a fait que retirer un projet inutile, sous la pression de la jeunesse, son échec n'étant que le prix d'une multiplication d'erreurs tactiques. La possibilité de telles arguties est inscrite dans une présentation faussement symétrique et abstraite de l'une et l'autre bataille, qui passe à côté de l'essentiel : la rupture que signifie l'irruption de la jeunesse dans le dispositif de classe hérité des combats antérieurs.

La rupture

La mobilisation de la jeunesse scolarisée a signifié l'émergence d'un authentique mouvement social de masse. En ce sens, qui fait qu'au-delà des apparences immédiates elle ne peut être comparée sur le fond avec la coalition réactionnaire des partisans de l'école privée, elle bouscule le jeu.

Certes, elle confirme ce qu'on pouvait soupçonner : lors de la précédente bataille scolaire, toutes les forces progressistes n'ont pas été engagées. Celle-ci a vu s'affronter les forces traditionnelles, antérieurement cristallisées autour des enjeux laïques, mais n'a pas mobilisé le formidable potentiel représenté par la jeunesse scolarisée.

Ecartés de fait d'un combat qui aurait dû être aussi le leur, mais dont les termes étaient délibérément mal posés et dont le déroulement a été systématiquement mal dirigé par les états-majors de la gauche officielle, les étudiants et les lycéens ont en quelque sorte pris une fabuleuse revanche en décembre 1986.

Si la droite néo-libérale pouvait penser qu'après le 24 juin 1984 le terrain lui était libre pour appliquer ses plans, la voici ramenée à une plus exacte vision des choses. Pourtant, il s'agit de bien davantage que d'un rattrapage : si le mouvement de la jeunesse a, au moins en partie, permis de liquider le lourd contentieux de la défaite laïque, c'est qu'il est allé au-delà des limites que d'aucuns avaient imposées au combat laïque.

En effet, au-delà de l'expression propre de sa mobilisation, et des limites de cette dernière, fondamentalement défensive quant au contenu de ses revendications face aux projets gouvernementaux, il a soulevé les questions qui avaient fait défaut aux manifestations laïques : celles du

contenu social de la bataille pour la réforme de l'école.

Deux questions, étroitement imbriquées, n'étaient pas profondément au cœur de cette mobilisation : celle du droit aux études et celle du droit à l'emploi ? De bons esprits n'ont pas manqué de se gausser de ce qu'ils croyaient être des contradictions dans les exigences des jeunes. Pourquoi se révolter contre des mesures accentuant une sélection qui, pourtant, existe et qu'on ne saurait récuser en tant que telle ? Comment à la fois s'angoisser des perspectives d'emploi et refuser une adaptation plus poussée aux besoins des entreprises ? Toutes ces hypocrisies méprisantes ne sauraient masquer l'essentiel : en percevant comme inacceptables une officialisation et une aggravation de la situation actuelle, le mouvement de la jeunesse a fait sauter le fer de lance de l'offensive néolibérale sur le terrain de la formation. D'où son puissant potentiel de contestation politique et sociale.

Sur la question de l'école, comme sur les autres, le néolibéralisme prend appui sur les déjà considérables dégâts de la crise capitaliste, en particulier le poids du chômage, pour pousser plus loin la régression sociale et la désagrégation des valeurs de progrès, de solidarité et d'action collective. C'est pourquoi, quoi qu'il dise aujourd'hui, au-delà des conditions conjoncturelles, les projets de réforme de l'école et de l'université sont fondamentaux pour la bourgeoisie et touchent à l'essentiel. Par le biais d'une sélection accrue, d'une autonomie des établissements scolaires permettant rentabilisation et accentuation des inégalités, d'une adaptation plus poussée aux exigences patronales, la bourgeoisie ne poursuit pas des fins principalement « idéologiques », même si la dimension idéologique de l'offensive est loin d'être négligeable. Elle a besoin de remodeler le système de formation et façonner les jeunes en fonction de ce qu'elle estime être ses intérêts présents et futurs.

Or, c'est parce qu'il y a le chômage, les difficultés croissantes et de toutes sortes à poursuivre des études, la dévaluation des diplômes au regard de leur signification sociale et de leurs implications en termes d'insertion

professionnelle, que les projets gouvernementaux ont été jugés révoltants et ont provoqué une véritable explosion.

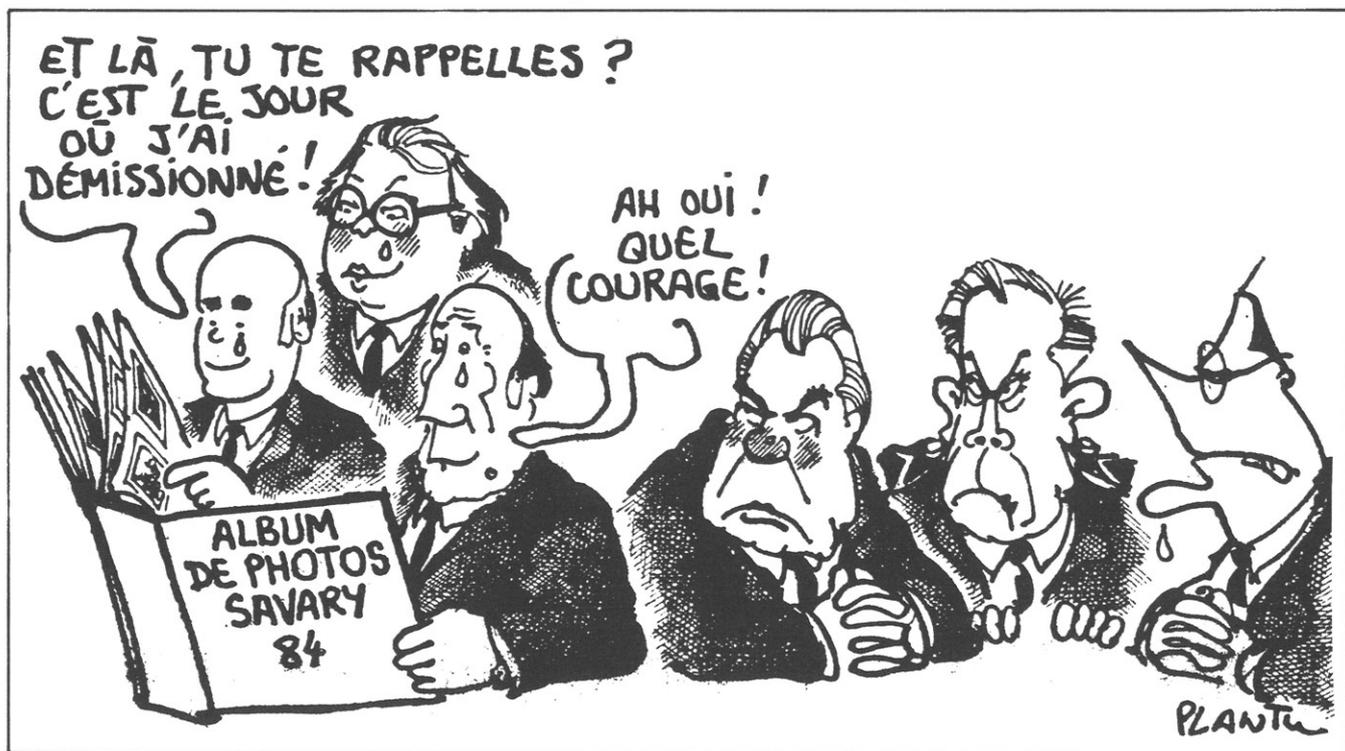
C'est pourquoi il n'est pas exagéré de dire que c'est une cuisante défaite que vient de subir la bourgeoisie, qui n'a rien ni de conjoncturel ni d'anecdotique. Moins par le recul imposé à Chirac que par les modifications radicales qu'elle provoque dans la société autour d'une nouvelle génération politique. Cette dernière, sur la base d'une mobilisation de masse ayant sa dynamique propre, a découvert que ses aspirations profondes s'opposent terme à terme à la politique néolibérale qui est celle de la bourgeoisie dans son ensemble : justice, égalité et progrès, contre une logique de sélection sociale, de ségrégation et d'élitisme, confiance en la force de l'action collective et en la solidarité, face aux contre-valeurs réactionnaires de l'individualisme et de l'arrivisme.

Alors que la politique représentée par l'Union de la gauche a fait la preuve de son inanité en ralliant avec armes et bagages un néolibéralisme honteux, après que ce dernier, à son tour, a éprouvé ses limites sociales et les réactions qu'il ne peut manquer de susciter au plus profond de la société, le mouvement de la jeunesse rouvre des perspectives neuves. Celles d'un modèle social qui reconnaîtrait comme valeurs fondamentales et objectifs prioritaires le droit à la formation et à la culture pour toutes et tous, au maximum des aspirations de chacun, l'accès pour toutes et tous à un emploi digne et à un statut social de plein droit.

Les leçons du mouvement de la jeunesse valent pour la question scolaire. Et bien au-delà. Ce que symbolisent déjà ses multiples connections avec d'autres questions décisives aujourd'hui posées à nos sociétés en proie à la crise. Telle celle de l'antiracisme et de l'exigence de l'égalité des droits, qui est apparue comme innervant le soulèvement d'une jeunesse qui vient merveilleusement d'apprendre en quelques jours ce que veut dire la lutte émancipatrice.

Francis Sitel

Les dessins de Plantu sont extraits des numéros du *Monde* parus durant le mouvement de la jeunesse.



Quelle qu'ait été, à l'origine, sa revendication d'apolitisme, un mouvement comme celui de la jeunesse ne pouvait aller sans faire bouger et interpeller les partis politiques. Il vaut la peine de voir comment se sont comportées trois organisations qui, de plus ou moins près, en ont été parties prenantes.

Parti socialiste : la bousculade

LE constat des médias fut rapide : à deux reprises en quelques mois, le PS s'est trouvé à la direction des deux plus grosses mobilisations antigouvernementales de l'après-16 mars : la manifestation nationale organisée sous l'égide de la FEN, le mouvement étudiant et lycéen contre les projets Monory et Devaquet. Tel est sans doute aussi le constat fait par de nombreux militants socialistes, du moins par rapport à un repère qui leur est familier : celui des rôles respectifs habituels de leur parti et du PCF dans les mobilisations de rue.

A l'évidence, pourtant, les différences entre les deux situations sautent aux yeux. Non seulement en raison de l'importance respective des deux mobilisations. Non seulement parce que le PS n'a ni prévu, ni préparé, ni dirigé la mobilisation étudiante. Mais aussi pour bien d'autres raisons, qui transparaissent dès que l'on examine la manière dont les socialistes s'étaient disposés par rapport aux revendications étudiantes.

Le moins que l'on puisse dire, en effet, est que le positionnement socialiste est au départ ambigu. C'est d'abord la faible place laissée aux revendications étudiantes lors de la manifestation de la FEN, alors que la grève a démarré dans certaines facultés et que les assemblées ont voté la veille la grève générale. C'est ensuite, encore plus nettement, les débats au sein du groupe parlementaire socialiste, et les hésitations à condamner, sur le fond même, le projet Devaquet. Le débat animé, derrière Jean-Pierre Chevènement, par les partisans de l'élitisme républicain et de la sélection à l'université, dut ainsi remonter jusqu'au bureau exécutif.

La spécificité principale cependant est que, si des militants socialistes se retrouvèrent participer à la direction du mouvement étudiant, ce furent — c'est le moins qu'on puisse dire — des militants socialistes « pas comme les autres ».

Les militants regroupés dans Convergences socialistes et dirigeant l'UNEF-ID ont été entraînés dans le mouvement et tirillés entre la dynamique propre de celui-ci, c'est-à-dire sa volonté d'aller dans l'unité jusqu'au retrait de la loi, et les pressions objectives venant de leur situation même de militants socialistes.

Que ces pressions « modératrices » aient existé, en témoigne le retard de Convergences socialistes à comprendre la dynamique de la mobilisation étudiante¹, comme en témoignent les pressions des militants de Questions socialistes, également présents dans le mouvement et animant SOS-Racisme, en faveur de « négociations » avec Monory, aux dépens du mot d'ordre de « retrait » des projets². En témoignent, pour les deux courants, les hésitations à se battre pour la grève générale et le retrait des lois lors des états généraux du 27 novembre, les réticences à maintenir la manifestation du 10 décembre et l'appel aux syndicats ouvriers après le retrait de la loi Devaquet, ainsi que la bataille de Convergences socialistes dans le bureau de la coordination pour imposer le silence lors de cette dernière manifestation.

A quoi l'on peut ajouter que la mobilisation a fait apparaître les faiblesses propres à chacun de ces courants : l'extrême éclatement des positions des militants de Convergences socialistes au début du mouvement, comme le primat accordé par les dirigeants de SOS-Racisme à une stratégie médiatique, stratégie dont les mésaventures d'Isabelle Thomas ont montré les limites.

Mais ces remarques ne prennent leur sens qu'à condition de signaler que l'essentiel était ailleurs. L'attitude adoptée au cours de la lutte tant par Convergences socialistes que par Questions socialistes, même si les responsabilités des uns et des autres ne se situaient pas au même niveau, a permis le maintien jusqu'au

bout d'un cadre unitaire, cadre indispensable au mouvement pour qu'il se développe sans subir soubresauts et querelles de fractions. La réelle sensibilité à la radicalisation et au développement du mouvement de la jeunesse explique que Villetaneuse, où l'influence des militants de *Questions socialistes* est prédominante, soit la première faculté à s'être mise en grève dès le 17 novembre. Les militants de Convergences socialistes, malgré leur manque de conviction pour appeler à la grève au début du mouvement, ont vite compris la nécessité de s'adapter à un mouvement de masse de ce type et ont donc choisi de l'accompagner en effaçant l'UNEF-ID.



Isabelle Thomas et Devaquet à Europe n° 1, le 25 novembre.

Mais dire cela ne règle pas la présence dans la mobilisation du Parti socialiste en tant que tel. Des courants traditionnels du PS en furent largement absents. Sans doute mitterrandistes, rocardiens et mauroyistes bénéficièrent-ils de quelques situations institutionnelles — liées notamment à la MNEF — qui leur permirent ici ou là quelques figurations intelligentes. Mais de présence effective dans le mouvement, il n'y en eut guère. Hormis la présence à Nanterre du petit groupe des dirigeants du MJS liés à Jean Poperen, les mitterrandistes furent très généralement absents. Quant aux militants de l'ex-CERES (Socialisme et République), ils subissaient un triple handicap : celui des prises de position de leur leader, Jean-Pierre Chevènement, en faveur de la sélection à l'université, celui de leur investissement dans l'UNEF-SE, dont le rôle dans la mobilisation fut très secondaire, celui de la politique du PCF dans l'UNEF-SE qui ne leur laissait guère d'espace. Bref, les militants de l'ex-CERES, jadis principale force de frappe du PS dans la jeunesse, furent totalement absents du mouvement.

Quant à la direction du PS, elle ne brilla guère par sa clairvoyance. Il y eut d'abord les hésitations, manifestées par Jospin lui-même, sur le mot d'ordre de retrait du projet Devaquet, mot d'ordre que Pierre Joxe finit cependant par imposer. Il y eut ensuite — et ce fut à vrai dire la seule initiative prise par la direction du PS —, la proposition de nommer un « médiateur » chargé de préparer un « compromis » entre le mouvement étudiant et le gouvernement. Issue du bureau exécutif, sur proposition des rocardiens, cette proposition reçut, semble-t-il, l'aval de tous les courants socialistes. Mais elle fit

évidemment un « flop » retentissant dans les quelques assemblées générales où elle fut présentée, notamment à Censier et à Tolbiac, et ne fut du coup défendue par personne dans les réunions de la coordination. Enfin, le refus de réclamer la démission de Pasqua (« Il faut être responsable », justifiait Fabius) a mis en lumière que la direction du PS se souciait bien plus de ne pas faire voler en éclats la « cohabitation » que de donner son prolongement politique naturel au mouvement étudiant.

Reste que les répercussions à l'intérieur du PS sont notables. Déjà, si l'on en croit *le Monde*, les étudiants de l'ex-CERES se posent le problème de rejoindre avec armes et bagages l'UNEF-ID. Et le Mouvement de la jeunesse socialiste, absent en tant que tel de la mobilisation, ayant fait une fois encore la démonstration de son incapacité à organiser les jeunes qui pourraient se tourner vers le Parti socialiste, c'est la demande de son autonomie à l'égard du parti qui refait aujourd'hui surface. Vieux débat. Jadis porté par les jeunes du CERES, il est

aujourd'hui relancé par les dirigeants jeunes proches de Jean Poperen, depuis longtemps conscients de l'inefficacité du MJS tel qu'il fonctionne aujourd'hui³. Reste qu'à chaque fois que, dans l'histoire du Parti socialiste, le MJS a été autonome, les jeunes se sont, dès le premier mouvement de radicalisation de la jeunesse, heurtés au conservatisme du parti. L'issue a toujours été identique : dissolution du MJS ou de ses instances dirigeantes. Il n'est pas certain que la direction du PS soit capable aujourd'hui d'imaginer une réponse différente.

Jacques Kergoat

1. Le 15 novembre, la direction de l'UNEF-ID estimait ainsi que la situation ne permettait pas d'avancer le mot d'ordre de grève générale.

2. Cf. les déclarations d'Isabelle Thomas, à l'occasion de la rencontre le 22 novembre entre la délégation étudiante et Monory.

3. Le MJS peut accueillir des jeunes non membres du parti. Mais ses responsables à tous les niveaux sont désignés à la fois par les jeunes et par les instances correspondantes du parti.

Comité central du PCF : l'ankylose

L en est des mouvements de masse comme des rayons X : implacablement éclairants des mécanismes secrets. Le comité central des 16 et 17 décembre, qui se tenait quelques jours après le formidable mouvement de la jeunesse scolarisée, était prévu de longue date comme devant être consacré à la jeunesse. Le rapporteur, Pierre Blotin, s'est plu à en souligner le caractère « non circonstanciel ». « Cela fait plusieurs mois que l'on y travaille, a-t-il expliqué. Nous avons estimé, compte tenu de nos rapports avec les jeunes et les problèmes posés, que nous devons avoir une réflexion renouvelée. »

En guise de « renouvellement », il s'agissait, à l'origine, d'appliquer à la question des rapports avec les jeunes les analyses générales de la direction du PCF concernant la situation depuis le 16 mars. En d'autres termes, d'expliquer le déclin du PCF, particulièrement net dans la jeunesse, comme relevant de causes objectives et de la politique droitière du PS, et en aucun cas des responsabilités propres de la direction Marchais.

Ainsi P. Blotin précise dans son rapport : « Des études ont montré que, contrairement à ce qui s'était produit en 1981, le pourcentage de voix obtenu par notre parti chez les jeunes est inférieur à la moyenne nationale, celui du Parti socialiste est identique à la moyenne nationale, tandis que celui de la droite et de l'extrême droite est supérieur. »

« Alors que les jeunes votaient traditionnellement plus à gauche et plus communiste que les autres électeurs, beaucoup se sont abstenus en 1986, tandis que ceux qui ont voté ont accentué le glissement à droite du corps électoral, qui traduit, dans la jeunesse comme dans le reste de la population, un mouvement profond de la société. »

C'est confirmer que, pour la jeunesse comme pour l'ensemble de la population, à des données globalement inquiétantes pour le PCF, il existe une explication universelle : le glissement à droite de la société française. Reste qu'une telle théorie, au moins en ce qui concerne les jeunes, vient de se trouver brutalement bousculée par le soulèvement étudiant. Ce pouvait être l'occasion d'un effort réel de renouvellement et de remise à l'heure des horloges.

D'autant que les militants du PCF ne se sont pas trouvés en porte à faux par rapport au mouvement lui-même. Même si les explications générales de la direction ont maintenu la traditionnelle ligne de division, le parti lui-même, en un saisissant contraste avec son attitude en Mai 68, est apparu en phase avec la mobilisation, soutenant clairement celle-ci. Souvent mis en difficulté dans les facultés, ses militants ont généralement bien intervenus en direction des lycéens. Le PCF semblait en mesure de recueillir les fruits de ses efforts : intervention de beaucoup de municipalités communistes mettant leurs moyens matériels au service de la lutte, défense active de la légitimité du mouvement, attitude positive de la CGT qui a jeté ses forces dans la

mobilisation du 10 décembre... Comme si, se sachant affaibli et dans l'incapacité de prétendre dicter ses conditions et imposer sa direction, le PCF avait fait de modeste vertu, accompagnant clairement le mouvement, respectant son autonomie et l'organisation démocratique qu'il s'est donnée.

Bref, le test pouvait être jugé *grosso modo* positif. Mais, telle ne fut pas la ligne de la direction à l'heure des bilans. Le comité central était placé devant un choix : soit recueillir les fruits de la politique suivie dans le cours même des événements, ce qui obligeait à revoir certaines de ses analyses de fond et à corriger la copie initiale de P. Blotin, soit maintenir celles-ci, quel que soit le prix d'une telle attitude...

Le comité central a choisi la seconde solution. A croire que, pour lui, mieux vaut une théorie commode qu'un mouvement dérangeant. Il a donc réaffirmé le « glissement à droite » du corps social, particulièrement manifeste dans la jeunesse (*sic* !). « A l'évidence, a expliqué P. Blotin, de nombreux jeunes qui ont participé à ce mouvement sont aujourd'hui plus conscients de la Georges Marchais et Guy Hermier lors de la manifestation du 10 décembre. »



nécessité de la lutte. Mais une énorme pression continue de s'exercer sur eux pour les détourner de l'action contre les causes réelles et les vrais responsables de leurs difficultés. Nous devons mesurer à la fois ce qui a bougé dans la jeunesse grâce à cette lutte, et l'ampleur des efforts à accomplir pour gagner des millions de jeunes à la claire conscience des causes de la crise et des solutions à lui apporter. »

Quant à Marchais, dans une « intervention » qui a pris figure de second rapport visant à répondre aux arguments des contestataires, il s'est efforcé de démontrer que les « éléments nouveaux », importants, apportés par le mouvement des jeunes, ne remettaient pas en cause les analyses antérieures du parti. « Peut-on sérieusement nier qu'il y ait recul de la conscience de

classe, recul des idées et des valeurs de progrès ? », a-t-il asséné. Le « glissement à droite », qu'est-ce d'autre que l'explication des progrès de la droite et du PS, et donc du recul du PCF ? Marchais n'est pas décidé à renoncer à cette thèse, quoi qu'il se passe ! D'autant que, après avoir salué l'autonomie du mouvement étudiant, valorisé sa démocratie interne, voire ses comités de grève et ses coordinations, il s'agit d'éviter que les travailleurs, prenant la chose au sérieux, y voient un exemple à suivre...

Bref, le comité central a fait la démonstration qu'il savait plier les surprises de la lutte des classes à la logique de ses propres montages théoriques. On ne saurait mieux s'empêtrer dans ses contradictions et faire montre de davantage d'ankylose.

Francis Sitel

Lutte ouvrière : grandes indignations et petites manœuvres

TRES impliquée dans le mouvement, Lutte ouvrière fut curieusement fort avare d'explications politiques. Le seul tract diffusé au cours des trois semaines de grève avait pour fonction de dénoncer le caractère silencieux des dernières manifestations. « *Ce fut la conspiration du silence. Le Parti socialiste ou plus exactement – apolitisme oblige ! – la grande mouvance clandestine social-démocrate est passée par là avec ses étouffoirs (...) Enterrer l'étudiant mort une fois, deux fois, trois fois.* »

C'était oublier que ces manifestations se situaient dans un contexte bien précis : on venait de gagner, mais la rage au cœur, puisqu'il avait fallu la mort de Malik. Pour le mouvement, foudroyé dans son innocence, parce qu'il ignorait que la violence policière pouvait être la meurtrière réponse du gouvernement à un mouvement majoritaire, ce sentiment était difficilement traduisible en un mot d'ordre ou un slogan.

C'est dans ces conditions que les membres de Convergences socialistes, au sein du bureau de la coordination, proposèrent que la manifestation du 10 décembre fût silencieuse. Les militants JCR s'opposèrent à cette proposition. Mais comment ne pas voir dans le respect de cette décision, dans la rue, par la grande majorité des jeunes, autre chose qu'un complot du Parti socialiste ? Plutôt qu'un mutisme imposé – les mêmes manifestations n'ont-elles pas, à un autre moment de leurs longs périples, laissé éclater leurs cris de révolte et les slogans les plus politiques de ce mouvement ? –, l'expression du deuil. Alors la douleur n'apaisait pas la colère, ni n'étouffait la réflexion, elle l'accumulait.

Une telle analyse – qui prend de front le mouvement lui-même, au moment où celui-ci rompt avec bien des illusions – est assez éclairante des maladroites et des erreurs commises par Lutte ouvrière dans le mouvement des jeunes. Il est notable, par exemple, que lorsque les jeunes se déclaraient

« apolitiques », les militants de Lutte ouvrière ont avancé masqués, sigle en poche, pour chercher à organiser les jeunes ; en particulier dans les lycées, où l'inexpérience a souvent rendu difficiles les premiers pas de la grève. Certains, « étudiants de Tolbiac ou d'ailleurs », plutôt que de conseiller honnêtement les lycéens pour que ceux-ci s'organisent et entreprennent un réel apprentissage de l'auto-organisation, ont préféré prendre le risque de galvauder les comités de grève en s'y faisant élire sans scrupules. Ils ont aussi choisi d'organiser des coordinations lycéennes sous leur égide, sans se soucier de leur représentativité et de leur indépendance.

Les lycéens devaient discuter de cette indépendance, des liens à établir avec le mouvement étudiant. Débat qui avait besoin de se faire en toute clarté, avec des interlocuteurs franchement désignés, et non par l'intermédiaire de militants camouflés. Si les lycéens n'étaient pas hostiles à recevoir « un coup de main » des étudiants pour animer leur grève, encore fallait-il qu'ils sachent à qui ils avaient affaire.

Cette expérience fut fort amère pour bien des lycéens, à juste titre très sensibles à toute récupération et à toute manipulation extérieure. Lutte ouvrière, en faisant de tels choix au cours du mouvement, a pris le risque de discréditer des organisations révolutionnaires que les jeunes ne connaissent pas.

Les efforts des militants de Lutte ouvrière auraient pu être davantage profitables au mouvement de la jeunesse s'ils avaient été consacrés à une aide réelle de mise sur pied de structures démocratiques : assemblées générales, comités de grève, coordinations représentatives... Plutôt que d'imposer coûte que coûte ses choix propres, le rôle d'une organisation révolutionnaire est de favoriser l'avancée du mouvement, en respectant ses rythmes et sa volonté.

Gaëlle Lucille

L'apparition d'une nouvelle génération politique

Daniel BENSARD

A entendre la frénésie interprétative qui a saisi le petit monde parisien de l'intelligentsia médiatique, il semblerait que nous soit arrivée « une chose d'un autre monde », un objet sociologique non identifié. La surprise fut telle, qu'exceptionnellement les pétitionnaires professionnels sont arrivés après la bataille.

Bourdieu, Deleuze, Derrida, Duras, Guattari, Lyotard, Morin... ont uni leurs plumes et leur sagesse pour émettre le 9 décembre un oracle historique et appeler « l'ensemble des intellectuels et artistes de toutes disciplines à s'associer à eux pour affirmer leur solidarité entière avec l'actuel mouvement étudiant et lycéen. Un tel mouvement témoigne du renouvellement décisif de sensibilité qui est à l'œuvre dans les jeunes générations. Il est porteur d'exigences de dignité, d'égalité et de respect autrui, auxquelles il serait scandaleux de ne pas répondre... ». On comprend à la densité du message qu'il n'ait pas fallu moins de vingt jours pour en accoucher.

« Ils croyaient qu'on dormait. On faisait juste semblant... »

Pourtant, pour peu que l'on élève le regard au-dessus des murettes moroses de l'Hexagone national, les prémisses de cette explosion de la jeunesse ne manquaient pas.

A moins de céder à une illusion rétrospective sur ce que furent les années précédant 1968, il ne fait aucun doute que la jeunesse a fait preuve ces dernières années, à l'échelle européenne, d'une activité politique incomparablement plus intense que les générations passées. Lorsqu'on dénombre des centaines de milliers de manifestants contre les armes nucléaires, la guerre, ou l'OTAN, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Hollande, en Italie, il s'agit dans leur grande majorité de jeunes de moins de vingt-cinq ans. C'est également le cas dans les grandes mobilisations écologistes en Allemagne, en Suisse ou en Autriche. La jeunesse était aussi présente dans la solidarité avec la grève des mineurs en Grande-Bretagne, dans les deux marches de plusieurs dizaines de milliers de jeunes contre le chômage en Belgique en 1984 et 1985.

En France, cette radicalisation s'est aussi exprimée,

dans le contexte particulier du gouvernement de gauche entre 1981 et 1986, notamment sur le terrain de l'antiracisme, à partir de la première marche des jeunes Beurs en 1983, puis avec l'impact national de SOS-Racisme.

Cette activité de la jeunesse était un fait visible, à l'encontre des ruminations paternalistes de *has been* désenchantés sur le thème de la « bof génération ». Elle était parfaitement logique et compréhensible. La jeunesse est traditionnellement la « plaque sensible » ou le « maillon faible » d'une société. Parce qu'elle est disponible, en transition entre un milieu familial et un avenir professionnel. Or, ce trait général revêt aujourd'hui une toute particulière acuité.

D'une part, du fait des mutations sociales du dernier quart de siècle. Le nombre de lycéens et d'étudiants a quadruplé entre 1958 et 1982. Désormais, dans une proportion de 70 %, la jeunesse est scolarisée jusqu'à dix-sept ans. Cette tendance élargit la réincorporation du travail intellectuel dans le travail productif, déjà notée en 1968. L'extension du travail féminin durant cette même période donne une place nouvelle aux jeunes femmes dans le système éducatif : elles conçoivent désormais la formation professionnelle comme un droit égal à celui des hommes. Enfin, en France, l'école primaire et secondaire devient un creuset où se joue l'unification dans une même lutte de jeunes d'origines nationales et culturelles diverses.

D'autre part, jouent les circonstances politiques. On a souvent dit et répété ces dernières semaines que la nouvelle génération est sans utopie et sans illusions. Mais ceux et celles qui sont nés en 1968, et qui avaient douze ou quinze ans en 1981, sont aussi sans désillusions. Ils n'ont rien connu d'autre que la réalité et l'approfondissement de la crise, et ils découvrent pour la première fois la droite à l'œuvre. Tout cela dans un contexte d'affaiblissement des formes d'encadrement politique et syndical à tous les niveaux de la société.

Une lectrice de *Libération* écrit joliment, évoquant à son insu la métaphore du « réveil » chère à Walter Benjamin : « Ils croyaient qu'on dormait. On faisait juste semblant... » A force d'être objet de discours et de spéculations sociologiques de la part de l'encombrante et bavarde génération précédente, atteinte du syndrome de sénescence politique précoce (« Nous, de notre temps... »), il était prévisible qu'une génération nouvelle prendrait à cœur de parler pour elle-même.

Jusqu'à présent, son activité politique était à base de grands refus : de la guerre atomique, des catastrophes écologiques, du pillage du tiers monde, du racisme et des discriminations. Refus radicaux, dont on sentait monter la

radicalisation. Mais refus sans contreparties positives, sans projets « vers l'avant », ni utopies concrètes.

Et pourtant, la lutte ne se nourrit pas que de refus. Toute résistance se soutient d'un espoir de libération. Il fallait donc réinventer les voies et les mots de cette libération. C'est ce qui est en gestation dans les luttes actuelles.

Démocrates, oui, jusqu'au bout !

Les manipulations morales sont aussi dangereuses que les manipulations génétiques. La droite a été châtiée par où elle avait péché. Elle a confisqué pour sa campagne électorale l'image de la jeunesse. Bras dessus, bras dessous et cravates au vent : elle a mis en affiche la querelle de l'archaïsme et de la modernité. Le libéralisme, c'est la jeunesse... La compétition, c'est la vie... Le marché, c'est naturel...

Cette modernité-là a la forme de la nouveauté sans le contenu. Difficile de faire croire longtemps à une révolution intellectuelle dont les maîtres penseurs seraient Tocqueville, Raymond Aron et Raymond Barre. Difficile de faire oublier que le culte des gagnants a pour corollaire le malheur des perdants, qui sont toujours les plus nombreux ; et que l'odyssée des décideurs a pour face cachée la mise au pas des « décidés ».

Comme, au fil des jours, il devenait de plus en plus insoutenable de disserter sur l'apolitisme de la jeunesse en lutte, Serge July lui a concédé une forme particulière et tempérée d'expression propre. Après les nouveaux philosophes, les nouveaux libéraux et les nouveaux romantiques, sonnerait l'heure des nouveaux démocrates. Soit ! Démocratie contre libéralisme, ce n'est déjà pas si mal. Mais reste à savoir quel type de démocrates, qui prennent la démocratie trop au sérieux pour la laisser aux journalistes et aux parlementaires.

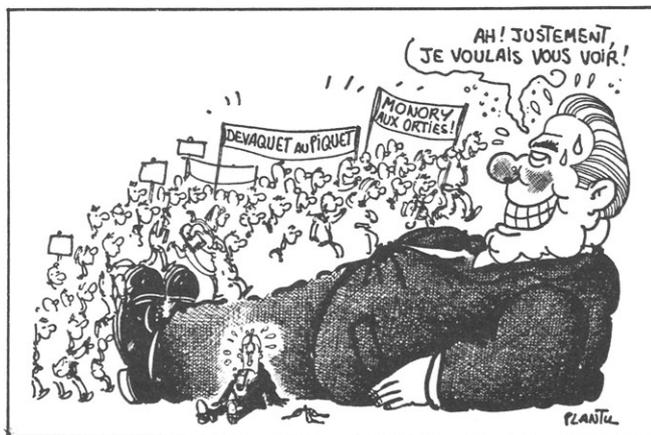
□ La logique sociale de la démocratie.

Il y a d'abord une logique sociale de la démocratie, qui part de la lecture critique du projet Devaquet, épluché, disséqué et commenté dans les classes et les amphithéâtres comme jamais n'avaient été lues et critiquées la réforme Fouchet ou la loi Faure. C'est l'une des plus grossières erreurs gouvernementales. En quelques jours, la couche la plus vigilante de quelques milliers d'étudiants et de lycéens, celle qui remplit les assemblées et emporte les décisions, avait assimilé le noyau dur de la réforme : l'éclatement des formations, l'adaptation des filières à la demande et au financement privé, l'accréditation de diplômes locaux et régionaux au détriment des diplômes nationaux, le tout allant dans le sens d'une formation de plus en plus adaptée à la segmentation des qualifications, à la flexibilité de la main-d'œuvre et à sa mobilité géographique.

Dès lors, les corrections annoncées par Chirac ou Monory devenaient impuissantes à diviser le mouvement et à le démobiliser. Leurs arguments essentiels tenaient en deux points.

— L'université aurait deux vocations distinctes : une vocation de culture générale et de transmission des connaissances ; une vocation de formation professionnelle adaptée aux impératifs de l'emploi. Comme si la culture générale ne faisait pas partie à part entière de la qualification, et

comme si la qualification ne faisait pas partie de la culture générale d'une société. Pour peu que l'on considère l'emploi et les études comme des droits démocratiques au même titre que la santé, il n'y a jamais trop de jeunes en formation ni trop formés. Une société qui fixe des quotas et contingente son intelligence est déjà sur la pente de la barbarie.



— L'université formerait, selon la formule de M. Toubon, des « paquets de futurs chômeurs » inadaptés au marché du travail. Or, quiconque ouvre un journal et consulte les statistiques mensuelles constate qu'il y a 2 500 000 chômeurs déclarés (sans compter les chômeurs cachés ou demi-chômeurs), que M. Séguin en personne déclare « incompressibles », alors qu'il n'y a que 100 000 offres d'emploi non satisfaites. Donc, les patrons n'ont pas besoin d'étudiants mieux ou autrement qualifiés. Ils ne proposent pas d'emplois, qualifiés ou non. Le chômage n'est pas une conséquence de carences du système éducatif, mais un fléau qui résulte de la logique sociale d'ensemble. Dès lors, rien ne sert de sélectionner à tout crin et à courte vue pour répondre aux impératifs du marché.

Il faut inverser le propos et considérer emploi et formation comme des droits sociaux imprescriptibles, comme un élargissement des droits de l'homme du terrain politique à celui de l'égalité sociale : une société a le devoir de garantir à ses membres l'accès aux ressources par l'accès à l'emploi. De là s'enchaînent dans les amphithéâtres et les commissions des débats passionnés sur les choix budgétaires, le temps de travail et la définition des besoins sociaux.

Prise au sérieux, surtout en temps de crise, la démocratie mène loin. Alors que les libéraux font de leur mieux pour la circonscrire sur le terrain des droits institutionnels et électoraux, le retour en force de son contenu social rend à la démocratie son potentiel subversif.

□ L'Etat remis à nu.

Comme un malheur, pour les libéraux aussi, ne vient jamais seul, la résurrection de la démocratie sociale coïncide avec la redécouverte du noyau dur de l'Etat.

Le credo néo-libéral avait annoncé un repli de l'Etat, un allègement de ses fonctions économiques, administratives, bureaucratiques. Et voilà qu'une génération entière découvre que « moins d'Etat », c'est en réalité moins d'éducation, de santé, de protection sociale et plus de contrôle sur l'information, plus de budget militaire, plus de surveillance sécuritaire.

On lui avait tant parlé de démocratie qu'elle y croyait.

Pasqua Charles

La jeunesse, un soir de décembre, dans les fumées des lacrymogènes, a découvert la pittoresque figure du ministre de l'Intérieur. Il mérite d'être mieux connu.

- ◆ Né en 1927, à Grasse, dans une famille aux solides racines corses, d'un père brigadier-chef de police.
- ◆ Il fait ses armes de jeune résistant dans sa région natale. Ensuite, fidélité indéfectible à de Gaulle et au gaullisme.
- ◆ Après la guerre, abandonne ses études de droit, se consacre à divers petits boulots. En 1952, embauché par Paul Ricard, il monte rapidement dans l'entreprise dont il dirige les services commerciaux.
- ◆ A partir de là, il mène de front, et de pair, une double carrière, commerciale et politique. D'un côté, le réseau des représentants Ricard, de l'autre, les services d'ordre du RPF et le SAC. « Charles Pasqua commence à donner libre cours à son penchant pour le clanisme et pour les compagnonnages plus ou moins discrets. »
- ◆ En 1968, il mobilise le SAC ; « en défense de la République » et y compris pour sa propre campagne électorale. « Juste une épopée de nervis un peu voyante : des truands marseillais membres du SAC et armés jusqu'aux dents montent à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) assister Charles Pasqua dans sa campagne législative de juin 1968. Par amitié, Gérard Kappé, successeur de Charles Pasqua à la tête du SAC marseillais, avait voulu trop bien faire. La police s'en mêlant, les gaullistes devront renvoyer précipitamment ces voyous dans leurs bars provençaux. »
- ◆ Son nom va être cité lors de « l'affaire Francisci », patron corse des cercles de jeux parisiens, lors de « l'affaire Venturi », truand corse accusé par le FBI d'être un trafiquant de drogue, après la tuerie d'Auriol et la dissolution du SAC... Mais rien n'est retenu contre lui et il aime déclarer : « Je n'ai jamais honte de rien... »
- ◆ En 1977, il fait une entrée discrète au Sénat. En 1982, il accède à la présidence du groupe RPR du Sénat, il dirige alors la fronde antisocialiste. Plus sérieusement : « Il contrôle de près ou de loin les

fédérations du mouvement », et sait se rendre indispensable à Chirac grâce à ses talents d'organisateur.

◆ Principale qualité : sait s'entourer d'hommes sûrs. Il assure son emprise sur l'appareil RPR et, depuis les Hauts-de-Seine, met en place des hommes dont il sait repérer le talent : Patrick Devedjian, maire d'Antony ; Jean-Jacques Guillet, adjoint du maire de Sèvres ; Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly ; Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret ; Christian Dupuy, maire de Suresnes ; Jean-Pierre Schosteck, maire de Châtillon-sous-Bagneux, etc.

Devedjian et Guillet ne sont pas les seuls qu'il a recrutés à l'extrême droite. Il doit déplacer vers Marseille Gérard Ecorcheville, « un de ses hommes de terrain les plus zélés », en conflit avec Toubon. Son émissaire en Nouvelle-Calédonie, Jean Taousson, est un ancien brouteur de l'OAS, présent aux côtés de Pierre Lagailarde sur les barricades d'Alger en 1960, aujourd'hui « chargé de missions » à son cabinet. A son cabinet également : Bruno Tellenne, chargé de la liaison avec les Hauts-de-Seine. On peut aussi citer Joël Gali-Papa et Alain Robert, qui vient de rejoindre le RPR en Seine-Saint-Denis, après avoir « roulé » pour lui au Parti des forces nouvelles et au Centre national des indépendants et paysans.

A ceux qui lui reprochent ces accointances trop voyantes, il réplique : « Si je les ai récupérés, c'est parce que j'ai senti chez eux une capacité de militantisme supérieure à la moyenne. Les soldats se reconnaissent entre eux. »

◆ Ses ambitions : en tant que ministre de l'Intérieur, elles sont assouvies, c'était la « reprise en main de la police », et la « réforme électorale » ; au cas où Chirac deviendrait président, « il se verrait bien en charge de l'industrie, du commerce, de l'armée ou des affaires étrangères, avec une prédilection particulière pour l'Afrique ou l'Asie ! ».

Les informations et citations sont extraites de l'article de Philippe Boggio et Alain Rollat : « La légende de Don Pasqua » (le Monde du 6 décembre 1986).

A force d'être gavée de sondages, elle avait fini par imaginer que le sondage a force de vérité et la majorité d'opinion force de loi. Devaquet l'avait maladroitement encouragée dans ce sens en annonçant que la manifestation du 4 décembre aurait valeur de test. Au même moment, les inévitables sondages annonçaient que près de 70 % de la population (la relation aux parents a pesé à plein) était avec les jeunes pour le retrait de la loi.

Dans la rue comme dans les sondages, le résultat du référendum populaire était donc sans ambiguïté. Mais pour un gouvernement déjà habitué à marcher au 49.3, il n'était pas concevable pour autant que la rue fit la loi. Nouvelle leçon de choses, où l'on voit s'effeuiller la parure libérale de l'Etat, soudain révélé dans le « simple appareil » répressif qui constitue son essence irréductible.

Une nouvelle citoyenneté apolitique ?

Toujours prodigue en formules, July a aussi parlé de « nouvelle citoyenneté », à propos d'un mouvement qu'on s'obstinait à qualifier d'apolitique.

Curieux apolitisme, pourtant, d'un mouvement unitaire et démocratique qui se méfie du vedettariat médiatique mais assume sans état d'âme d'avoir pour porte-parole David Assouline, dont les convictions et l'appartenance politique s'étalent dans tous les journaux bien intentionnés ; qui juge chacun sur ses actes et le respect des mandats, sans vouloir contrôler les passeports idéologiques ; dont la coordination se dissout allégrement

le 11 décembre en chantant *l'Internationale* ; qui, après l'assassinat de Malik, s'adresse à l'ensemble des syndicats ouvriers et déjoue par sa persévérance leurs tentatives de dérobade...

Ce que les observateurs mal intentionnés ont pris pour de l'apolitisme, c'était donc avant tout une défiance fort légitime envers les institutions et les appareils, un rejet de la droite sans adhésion à une gauche qui a déçu. Cette saine défiance s'est exprimée notamment dans la crainte de la récupération ou de la manipulation. Rappelons à ce propos que la notion de manipulation fut un des concepts clefs de 1968.

Or, la récupération, ce n'est pas la politique, c'est la politique masquée, celle qui ne dit pas son nom. Récupération et manipulation impliquent une idée d'extériorité et



d'exploitation. La récupération, c'est l'autofélicitation unanime de la droite après le retrait de la loi, comme si Devaquet seul en avait jamais porté la responsabilité ; c'est l'interview de Mitterrand par Elkabbach ; c'est la sourde guéguerre des directions syndicales.

La presse a mis volontiers l'accent sur l'habileté des militants révolutionnaires à épouser les formes et les rythmes du mouvement, comme s'il s'agissait de sombres manœuvres.

En réalité, il n'y avait besoin ni de manœuvres ni de stratagèmes dans ce mouvement. Nous y étions chez nous, comme un poisson dans l'eau. Le mouvement avait déterminé un but, le retrait de la loi ; il prenait l'initiative et gagnait face au pouvoir par la force de sa sincérité. Il parlait vrai et clair face à un gouvernement duplice et provocateur. Nous nous reconnaissons dans les formes démocratiques du mouvement, non par habileté, mais par conviction essentielle : des assemblées souveraines, des délégués élus et révocables, des mandats clairs et contrôlables. Quoi de plus simple ?

Les pisse-copie de la presse bien-pensante, au contraire, n'ont cessé de se contredire. Ils applaudissaient d'abord le mouvement pour rejeter les éléments organisés et les sigles politiques. Curieux démocrates, pour qui la démocratie, dès qu'elle déborde des enceintes parlementaires, devrait exclure le pluralisme. Pour nous, au contraire, la démocratie directe, qui garde la souveraineté du peuple assemblé et contrôle les mandataires, ne vit que du pluralisme et de la libre confrontation des propositions et des courants, dans le respect commun de la décision prise.

Ensuite, les mêmes, faisant écho aux propos de Monory, regrettent la marginalisation des modérés (symbolisée par la non-élection d'Isabelle Thomas au bureau de la coordination) et la montée des « radicaux » (notamment de la LCR et des JCR). L'analyse vaut ce que valent leurs principes : en réalité, ils ne sont ni pour ni contre l'existence et l'expression de courants organisés dans un mouvement démocratique. Ils sont seulement pour davantage de courants « modérés » et moins de

courants « radicaux ».

Les « huit erreurs » du mouvement étudiant relevées par *l'Événement du jeudi*¹ (sans la moindre prétention, bien sûr, de donner des leçons aux petits jeunes...) expriment de manière condensée ce qui séduisait et faisait peur, et au prix de quelles contradictions. Il suffit de lire à l'envers les « huit erreurs » pour découvrir au contraire ce qui a fait la force et la réussite du mouvement (cf. encart).

Au bout du compte, les doctes commentateurs s'accordent à relever que cette jeunesse pousse un peu trop loin cet amour au premier abord si louable de la démocratie. Non seulement elle donne à la démocratie un contenu social de liberté, d'égalité et de solidarité, mais en outre elle refuse la délégation de pouvoir. L'ex-gauchiste théorique J.-F. Lyotard, métamorphosé par ses méditations sur le sublime chez Kant, s'inquiète à l'idée que la rue puisse faire à nouveau la loi (*le Matin*, 12 décembre 1986). Le chroniqueur de *l'Événement*, plus explicitement encore, voit poindre derrière la prise de la Bastille universitaire le spectre de la Terreur sans-culottes. Un affaiblissement des structures représentatives vidées de leur fonction par le 49.3, les subtilités de la cohabitation, des syndicats trop usés pour jouer le rôle de courroie ou d'amortisseurs : « *Tout est en place pour que fonctionne en France cette caricature de démocratie qu'est la démocratie directe*¹. » Comme si la démocratie représentative, *a posteriori* dans sa version V^e République, n'était pas à sa manière une caricature poussée de démocratie !

Quant à Jack Lang, décidément fermé à ces questions de démocratie, il n'a voulu voir dans l'autodissolution de la coordination étudiante qu'un acte « esthétique », une sorte de grandiose suicide collectif une fois la mission accomplie.

Il s'agit pour nous, là encore, d'une question de démocratie ; un organe élu pour un but précis, dans le cadre d'un mouvement mobilisé, ne saurait perpétuer sa prétention à le représenter une fois le but atteint et le mouvement démobilisé : à nouvelle phase de la lutte, nouvelles formes de représentation et nouveaux méca-

Les 8 fautes de la coordination étudiante

Jusqu'au 2 décembre la direction informelle du mouvement étudiants-lycéens a su gérer avec beaucoup d'intelligence un immense phénomène de masse. Ensuite, en revanche, elle a commis quelques fautes.

1. Les 2 et 3 décembre, sous prétexte de méfiance viscérale à l'égard de la vedettarisation, les représentants lycéens et étudiants mettent sur la touche un certain nombre de leaders aguerris et avisés et les remplacent par des nouveaux venus dont certains cachent, sous des dehors apolitiques, une solide carrière de militants d'extrême gauche.

2. Pour la manifestation du 4, cette coordination se laisse imposer, par une base largement chauffée à blanc par des trotskystes, une stratégie complètement irréaliste. Les jeunes sont invités à rester sur l'esplanade des Invalides jusqu'à ce que le gouvernement ait fait savoir qu'il retirait purement et simplement la loi Devaquet. Pas de négociation possible.

3. Lorsque, comme prévu, les délégués apprennent à la foule que la loi n'est pas retirée, rien n'est prévu pour endiguer sa colère ou calmer sa déception. Le concert prévu s'est évaporé dans la nature et les dirigeants ont complètement disparu.

4. Le vendredi 5, en l'absence de tout mot d'ordre cohérent et de toute organisation structurée, se multiplient des manifestations spontanées, sans but, sans objectif. Pendant ce temps-là, la coordination discute...

5. Le vendredi soir, après l'intervention de Monory, alors que le mouvement des jeunes aurait eu toutes raisons de proclamer sa

victoire, quitte à s'organiser pour la parfaire, la coordination encourage, par ses réactions, le sentiment qu'il s'agit d'une défaite. Au risque de favoriser toutes les réactions de dépit et de rancœur.

6. En riposte à la mort d'un étudiant, une manif silencieuse est organisée au départ de la Sorbonne. Elle n'est absolument pas encadrée. D'autant que, dans la soirée, tous les délégués étudiants et lycéens sont réunis à Jussieu. Les loubards et les provocateurs d'extrême droite peuvent donc s'en donner à cœur joie. On connaît la suite...

7. En appelant les syndicats ouvriers à se joindre à la contestation lycéenne-étudiante et en réclamant une journée de grève générale, la coordination prenait le risque de changer la nature du mouvement tout en ne mobilisant qu'une minorité des salariés.

8. Après le retrait de la loi Devaquet, en maintenant son mot d'ordre de grève générale et de manifestation, la coordination risquait de s'isoler des syndicats qu'elle avait appelés à la rescousse et de se retrouver avec la seule CGT. Elle a heureusement corrigé le tir en donnant à la démonstration de mercredi un aspect de recueillement.

Cette prose édifiante est extraite de *l'Événement du jeudi* du 11 décembre 1986.

nismes de contrôle démocratique.

On a fini par étiqueter le mouvement de la jeunesse comme moral, par opposition aux mouvements de 1968 qui auraient été utopiques. Un philosophe universitaire a largement développé l'idée dans *Libération*. Bizarre et insolite jeunesse : « *Ils ne rêvent pas ; ils ne veulent rien... Ils ne se battent pas pour, ils se battent plutôt contre*². » Attendons encore un peu. On verra bien.

La morale contre l'utopie

En attendant, va pour la morale... Pourquoi pas ? Un siècle qui a déjà connu rien moins que Hiroshima, Auschwitz et le Goulag, un siècle où « le pire n'est jamais sûr », certes, mais toujours possible, ce siècle a besoin de moraliser la politique. Plus exactement, la morale y est une dimension vitale de la politique, pour éviter que l'horreur quotidienne ne devienne fait divers. Et conjuguer liberté et justice, pour la première fois peut-être, est une ambition hautement politique.

S'il y a crise de l'utopie, c'est de l'utopie des temps prospères, l'utopie facile du « tout, et tout de suite ». Le regard portera peut-être moins loin, mais pour se faire plus précis, pour viser au réellement possible.

Ni rêve ni projet, dit le philosophe ? Pourtant, le mythe libéral a pris en quelques semaines un terrible coup de vieux. Qu'annonce donc ce soulèvement anti-libéral, qui réaffirmait des valeurs égalitaires et solidaires ?

La gauche au gouvernement a enterré ses propres promesses de « changement » : ni socialisme ni démocratie avancée. Elle n'annonce plus qu'un libéralisme social, opposé à un libéralisme sauvage. Le même colloque du PS sur l'emploi qui saluait la victoire des étudiants contre la loi Devaquet bricolait remèdes et potions contre le chômage, qui sont autant de petites lois Devaquet contre les travailleurs. Logique : à main-d'œuvre flexible, formation flexible ; à petits boulots, petits diplômés ; à société à deux ou plusieurs vitesses, université sélective...

Si le gouvernement libéral fait la « pause » de ses réformes de société, le Parti socialiste est en panne de projet de société. Rocard, en manque de crédibilité autogestionnaire, baratine sur la « société interactive » du Minitel et des télécommunications, dont la seule réalité serait de renforcer la démocratie directe qu'il refuse. Chevènement ne voit de réponse au libéralisme que dans la résurrection de la République.

Jeu dangereux. Il peut arriver avec la République ce qui est arrivé avec la démocratie : que la nouvelle génération ne se contente pas plus de la République de Jules Ferry que de la démocratie de Clemenceau ; qu'elle entende par République celle des origines, de la subversion révolutionnaire, dont la commémoration officielle du bicentenaire préparait simplement l'enterrement définitif.

Et c'est bien le dernier défi en puissance dans le mouvement de la jeunesse. A tant le dire moral et non utopique, civique et apolitique, on veut lui nier toute dimension historique, le ramener au pur instant de sa colère, sans passé ni avenir. Un mouvement à l'image des modes, du jetable, du mouchoir en papier.

Il arrivera à ce culte de la modernité sans racines ce qui est arrivé au culte libéral. L'histoire se ressaisira de la morale. La mémoire des luttes brisera la réconciliation des grandes commémorations unanimes. La tradition vivante se dressera contre les nostalgies morbides. Le présent

réveillera une fois encore le passé.

Car cette grande lutte de la jeunesse a tout simplement remis en lumière la contradiction de plus en plus explosive entre le développement de la connaissance et des capacités sociales d'un côté, et la perpétuation de rapports de propriété et de cadres étatiques dépassés de l'autre.

La maîtrise d'énergies et de découvertes scientifiques, dont les conséquences engagent l'avenir à long terme de l'humanité et débordent toutes les frontières nationales, ne se conçoit pas sous la domination d'intérêts privés et de cadres étroitement nationaux.

De même, les possibilités de développement de la connaissance et de l'éducation sont de moins en moins compatibles avec la perpétuation de la division du travail actuellement en vigueur et de la loi du marché. Comment planifier la formation et définir les orientations, si la production elle-même est soumise à la loi aveugle du marché ? Comment répondre aux mutations technologiques et aux besoins de formation permanente qu'elles engendrent, si la division du travail bloque la formation à l'amont de la « vie active » en donnant une formation et une spécialisation quasi définitives, et exclut à l'aval la force de travail usée, vouée à une « retraite » dont la société assume de plus en plus mal la charge financière ?

Pour aller droit au but, le conflit entre les possibles développements des forces productives et la reproduction des rapports capitalistes de production arrive à nouveau à un point de rupture.

Une nouvelle génération politique est apparue, comme il en surgit tous les vingt ans peut-être. Il y avait celle de la guerre et de la Libération, celle de la guerre d'Algérie et de 1968. En voici une autre, qui signe sa naissance d'une victoire et invente son langage.

Le gouvernement s'y est trompé, mais il reviendra à la charge. Car son projet est profond et tenace. Il répond aux besoins de la bourgeoisie d'infliger une défaite historique au mouvement ouvrier.

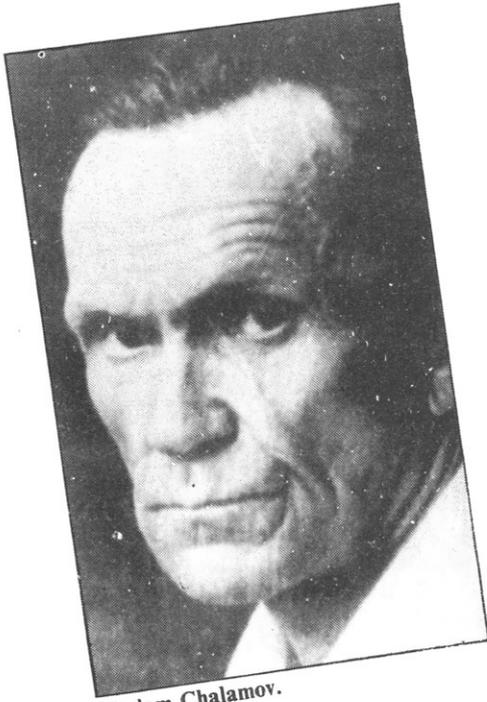
Pour le mettre à nouveau en échec, il faudra une double jonction : entre la jeunesse et le mouvement ouvrier, et entre l'expérience de la nouvelle génération et celle de la précédente. Cette double jonction est amorcée. Non sous le signe de la leçon ou de la fausse humilité, mais sous celui du respect et du dialogue.

Il en renaitra une force nouvelle.

Daniel Bensaïd

1. *L'Événement du jeudi*, 11 décembre 1986.

2. « La morale sans l'utopie », par A. Comte-Sponville, *Libération*, 9 décembre 1986.



Varlam Chalamov.

La Quatrième Vologda

Dernier message de Varlam Chalamov

Michel LEQUENNE

DE tous les écrivains du samizdat soviétique, Varlam Chalamov, le plus grand, le plus universel, restait celui dont on savait le moins ce qu'il avait été avant les camps, d'où jaillissait sa terrible violence maîtrisée, quelles racines lui avaient permis sa prodigieuse résistance au sort le plus inhumain. Ses derniers écrits qui nous parviennent maintenant sous le titre de *la Quatrième Vologda*¹, inachevés, pas relus, fragments partiels, avec leurs trous et leurs répétitions, dévoilent plus la souffrance vécue que les parfaits récits de *Kolyma*², tels les derniers souffles de l'athlète à bout de course et de vie.

Ces écrits autobiographiques ont la plus lourde charge humaine : en même temps ils « psychanalysent » un homme exceptionnel et jettent un coup de projecteur impitoyable sur la vie quotidienne de la Russie pré-révolutionnaire et révolutionnaire. Que l'on n'aille pas chercher là la nostalgie de la vie patriarcale, pas plus que l'élan enthousiaste de la « conquête du Ciel ». Est-ce seulement Kolyma qui a glacé le regard de Chalamov ? Nous comprenons avec ce livre que le repli sur la forteresse intérieure vient de plus loin.

D'abord de la prodigieuse haine du père. Etrange père que ce pope libéral, progressiste, fondateur de sociétés de tempérance, orateur de la Maison du Peuple, antiraciste, en butte à l'hostilité de la hiérarchie et des Cent-Noirs, priant peu et du bout des lèvres, remplaçant les icônes par des reproductions de tableaux catholiques et y collant la photographie de sa femme ; mais tyran domestique, intolérant, butté dans ses convictions, pêcheur et chasseur acharné, méprisant une femme supérieure à lui par la culture et la sensibilité et l'enfant Varlam qui refusait de tuer les animaux et lisait ce qu'il réprouvait. Haine effroyable du père, donc, et, naturellement, amour de la mère réduite au silence, à la misère morale et matérielle, prototype de la femme russe

— aux coups près —, esclave éreintée de lourds travaux incessants et de problèmes insolubles qu'elle doit tout de même résoudre. Chalamov trouva d'un seul coup au foyer la haine de l'injustice, de la stupidité, de l'hypocrisie, de la lâcheté, de la vie étriquée et brutale, de la violence gratuite et... le féminisme, si net dans les récits de Kolyma.

La plume est tombée des mains de l'écrivain alors qu'il n'en était de ses souvenirs qu'aux alentours de l'année 1926, où il avait dix-neuf ans. Un tel être, n'était-ce pas de la pâte de communiste ? S'il était né quelques années plus tôt peut-être. Mais mis au ban de la communauté sociale comme fils de pope, dans une famille persécutée, traquée, affamée, en dépit du « progressisme » du père et d'un enfant tombé comme soldat rouge, la révolution d'Octobre lui est apparue sous l'aspect de son reflux d'écume boueuse, alors que celle de février était la fièvre de la vie démocratique, des débats et des publications foisonnantes. La révolution, pour lui, dans son dur Nord provincial, c'est d'abord le surgissement à la surface d'un fond séculaire qu'il juge à l'opposé d'un slavophile comme Soljenitsyne, ou même de l'Ukrainien Grigorenko. Sa Russie, c'est « *la Rus-seïa authentique émergeant au grand jour avec toute sa méchanceté, sa cupidité, sa haine de tout ce qui n'est pas nivelé. Des forces obscures s'étaient levées en tempête et ne pouvaient ni se calmer ni être rassasiées. Le plus grave, c'était que ces forces obscures existaient, confirmaient qu'elles étaient éternelles même quand elles se cachaient et mettaient un masque jusqu'à la prochaine explosion : guerre ou terreur* ». Pire que le moujik inculte qui roue sa femme de coups, ivrogne, voleur, destructeur avec qui il faut partager l'appartement, c'est le représentant du nouveau pouvoir, en masse immédiatement corrompu, qui pille au cours des perquisitions, stocke par caisses les produits rares au milieu

de la misère, multiplie les abus de pouvoir.

Pour comble, Vologda a pour autorité suprême révolutionnaire un bolchevik d'un type qui ne fut, hélas !, pas exceptionnel et qui n'est pas sans nous évoquer Pol Pot : Kedrov, fils de notaire qui a fait de bonnes études en Belgique, chef militaire du front nord à la victoire douteuse, fusilleur d'otages se couvrant d'un télégramme de Lénine qui lui recommandait d'être « sans faiblesse », le voilà chef de la Tchêka à Vologda, persécuteur maniaque, comme affolé de pouvoir. Plus tard, au Caucase, il fera un rapport sur les exactions de Béria qui ne parviendra pas à Dzerjinski, mais qu'il remettra à Staline, lequel le transmettra à... Béria, qui « interrogera » Kedrov, lui brisera la colonne vertébrale avant de lui tirer une balle dans la tête. Comment Chalamov n'aurait-il pas lu là la manifestation d'une continuité ? Une autre affaire le touche de près. Sa sœur, infirmière à Moscou, est délogée avec ses colocataires de la chambre qu'elle occupe dans une datcha où, toutes cloisons abattues, quelque commissaire du peuple pourra s'installer à l'aise. Elle mourra de la tuberculose à trente-sept ans. Dès 1927, un simple article humoristique contre la femme de Kirov qui s'attribuait deux wagons, dont l'un pour ses chiens, à son retour de Bakou, valait au journaliste coupable le licenciement et l'exclusion du parti, avant d'être fusillé en 1938 comme trotskyste.

Pour Chalamov la NEP n'a pas arrangé les choses qui voit, à Vologda, revenir à la surface les Cent-Noirs tsaristes, les marchands, la noblesse, tout ce que son père, que l'on continue à persécuter, a combattu la veille.

Non ! Le jeune Chalamov ne pouvait devenir communiste, malgré l'admiration, d'ailleurs relative et méfiante, que lui inspirent les discours de Lou-natcharsky et de Trotsky dont il s'abreuve dès son arrivée à Moscou. Sa formation et son expérience l'orientent dans une autre voie.

Devenu, la haine du père aidant, solidement et à jamais athée dès l'âge de six ans, c'est vers les utopistes romantiques qu'il se tourne : Fourier, Saint-Simon, et ces socialistes mystiques qui ont inspiré les narodniks et dont l'influence, débordant la Russie et l'Allemagne, a contribué à la formation des jeunes Lukacs et Ernst Bloch³, surtout Savinkov (Ropchine en littérature), dont il écrit que c'est l'écrivain qui « a le plus fortement influencé la formation et le renforcement de mon principe de vie essentiel, l'accord entre parole et action ».

Bien que refusant l'influence de son père — et combien plus la perspective

d'une carrière ecclésiastique — Chalamov a gardé une grande admiration pour Védenski, le métropolite révolutionnaire, partisan d'une « Eglise du renouveau ». Chalamov éclaire ici un aspect peu connu de la révolution, l'éclatement de l'Eglise orthodoxe. Si sa grande majorité embrasse, comme on pouvait s'y attendre, la cause blanche, une aile radicale accepte avec espoir la révolution. Là encore, la domination idéologique du marxisme vulgaire, triomphant totalement avec le stalinisme, tuera dans l'œuf une potentialité — dont il est aisé de voir maintenant en Amérique latine ce qu'elle peut apporter à la victoire révolutionnaire. Paradoxalement, c'est avec une aile intermédiaire que Staline traitera, plus tard, pour réaliser l'unité nationale « nationaliste » pendant la guerre, aile à laquelle il ne regrettera pas d'avoir accordé une pleine confiance : elle saura s'accommoder de la bureaucratie.

Ce n'est que par les cinq brèves pages de sa « Courte autobiographie » que nous apprenons que, s'il ne fut pas bolchevik, Chalamov n'en fut pas moins un révolutionnaire qui participa « activement aux événements de 1927, 1928 et 1929 du côté de l'Opposition ». Il précise en note que malgré cela, ce ne fut « pas du côté de Trotsky — la plupart des opposants n'éprouvant guère de sympathie à son égard ». C'est donc par erreur que nous l'avions dit trotskyste dans nos études précédentes⁴, sur la foi de son sigle de condamnation : KRTD (action contre-révolutionnaire trotskyste). Nous aurions dû être plus prudent ; Trotsky lui-même ne nous avait-il pas, à de nombreuses reprises, averti qu'il n'y avait pas autant de trotskystes en URSS que le Guépéou en arrêtaient, et que le titre de « trotskyste » n'était pour la contre-révolution stalinienne que le synonyme de révolutionnaire...

Une autre erreur que nous nous devons de rectifier, c'est d'avoir supposé que sa résistance aux effroyables épreuves de Kolyma tenait en partie à la solidité physique d'un homme du nord russe. Les derniers écrits nous révèlent qu'il n'en est rien : asthénique, atteint d'un rhume chronique et de la maladie de Ménière qui le rendit sourd, sans odorat, Chalamov n'était pas plus armé physiquement qu'un autre pour résister à Kolyma. Cela ajoute à la valeur de sa résistance morale, dont on sait, par expérience de tous les camps de la mort, combien elle est essentielle à la survie.

Une des composantes de cette ressource, c'est la richesse spirituelle de Chalamov. Comme il va de soi, ce n'est pas Kolyma qui a fait de lui le grand écrivain qu'il est devenu, qu'il a réussi à devenir au travers des conditions les

plus contrares à l'art. Il écrit : « *Prosa-teur, je pense l'être depuis l'âge de dix ans ; poète, à partir de quarante.* »

La culture que Chalamov a acquise en si peu d'années de liberté, dès un âge si tendre, étonne. Il éclaire le phénomène en disant comment, seul, il a inventé la lecture rapide, et un jeu secret, qu'il appelle des « petits gages », qui fixa sa mémoire : des petites enveloppes de bonbon à personnages, accumulées, qui lui servaient de support au récit reconstitué et joué par lui en silence des romans qu'il avait lus⁵. Ce n'est pas Kolyma qui l'a fait écrivain, mais c'est ce baigne du grand nord sibérien qui en a fait cet écrivain-là : celui des limites humaines.

« *Le premier janvier 1982, Varlam Chalamov est mort à l'hôpital psychiatrique où il avait été transféré quelques jours auparavant. Une dernière fois, des mains brutales sont venues arracher l'écrivain à sa retraite, une chambre d'une maison pour invalides où le vieillard de soixante-quatorze ans, sourd et aveugle, avait trouvé refuge*⁶. » Les bureaucrates staliniens ne connaissent aucun pardon aux offenses qu'ils ont faites.

Deux étoiles noires de première grandeur marquent les extrémités du siècle : Kafka, à son aube, jetant un rayon vert, qui sourit pâle sur l'avenir, prophète triste de l'horreur à venir ; Chalamov, à son crépuscule, éclairant d'une clarté lunaire, blanche et froide, le paysage ravagé. Les siècles ont toujours les écrivains qu'ils méritent.

Michel Lequenne

1. Ed. La Découverte/Fayard, traduction du russe par Catherine Fournier.

2. Réédition en un volume, enrichie d'inédits, des trois volumes publiés auparavant par les éditions Maspero, aux éditions La Découverte/Fayard.

3. Cf. Michael Löwy, *Marxisme et romantisme révolutionnaire*, éd. Le Sycomore. En particulier « Romantisme révolutionnaire et messianisme mystique chez le jeune Lukacs (1910-1919) ».

4. En particulier, « Victoire de Chalamov », in *Critique communiste* n° 26 de février 1984.

5. Italo Calvino a réinventé ce jeu en utilisant des tarots dans *le Château des destins croisés*, éd. Points-Seuil.

6. Premières lignes de l'Avant-propos de Catherine Fournier, pour *la Quatrième Vologda*.

L'autre colonisation

Du film « Mission » aux missions jésuites du Paraguay

Michel LEQUENNE

Il est rare qu'un film d'aventures à grand spectacle révèle au public de masse un problème historique oublié, sauf de rares spécialistes. C'est le cas du film *Mission*¹.

LE sujet de *Mission* résume l'histoire de ce qu'il est convenu d'appeler la « République jésuite du Paraguay ». Bien que celle-ci n'ait jamais été un Etat reconnu comme tel et que la localisation du phénomène se soit étendue sur beaucoup plus que le Paraguay actuel, ait englobé une partie de l'Uruguay et une large zone du nord de l'Argentine actuelle, en particulier la province qui s'appelle encore des Missions.

Bien entendu, comme c'est toujours le cas, le film prend des libertés avec l'histoire, mais celle-ci a été si prodigieuse que la réalité de ce passé — comme c'était le cas avec le film *Aguirre, la Colère de Dieu*² — dépassait de beaucoup la fiction actuelle. Ainsi, si les jésuites ne varapaient pas pieds nus les prodigieuses chutes des fleuves, en solitaires et armés d'une simple flûte, leur évangélisation n'en fut pas moins héroïque, semée de martyrs et... elle utilisa la musique comme moyen de séduction.

Les spectateurs non avertis du film ne peuvent deviner que les « Missions » ou « Réduction » du Paraguay groupèrent plusieurs centaines de milliers de personnes, organisées en communautés agricoles et artisanales vivant dans de gros bourgs, s'autoprotégeant, bien armés et entraînés, et où l'on fabriqua jusqu'à des canons, ni que leurs troupes vinrent délivrer les Espagnols bloqués par les Portugais à l'embouchure de La Plata en 1680. Mais quand, en 1750, Espagne et Portugal conclurent un traité abandonnant au second le territoire situé à l'est de l'Uruguay où se trouvaient sept « réductions » jésuites, au lieu d'obéir au roi d'Espagne qui leur ordonnait d'abandonner ces missions et de se retirer avec leurs Indiens, au

nombre d'une trentaine de mille, de l'autre côté du fleuve, jésuites et Indiens firent la sourde oreille. Six ans plus tard, deux armées, une espagnole et une portugaise, entrèrent dans le pays pour faire exécuter le traité. Ils trouvèrent en face d'eux Indiens et jésuites dans des forts munis de canons. Ceux-ci furent vaincus, brûlèrent les « réductions » et passèrent à la guérilla, appelant les auxiliaires indiens des troupes royales à la fraternisation et entraînant force désertions, grève des porteurs, abattage des arbres à pain. Les troupes portugaises durent se retirer et, quatre ans plus tard, le règlement de frontière fut révoqué, le territoire rendu à l'Espagne.

L'étonnante vérité, c'est bien que les jésuites avaient là une colonisation pacifique unique en son genre et qui mérite l'attention des militants aussi bien que celle des historiens.

Trois systèmes de colonisation, dont une utopique

Les caractéristiques du début de la colonisation de l'Amérique ne sont pas « socialement pures ». On peut y distinguer quatre forces mêlées et trois systèmes.

La colonisation « féodale » vise essentiellement l'extraction de richesses (avant tout de métaux précieux) aux fins des objectifs stratégiques européens, et elle s'appuie sur l'attribution à ses soldats de fortune de fiefs (les *encomiendas*) comportant la propriété à la fois du sol et de leurs habitants, plus esclaves que serfs. La colonisation « bourgeoise » lui est, dès le début, inex-

tricablement mêlée. Sans la bourgeoisie, d'ailleurs, alors essentiellement marchande, on peut dire que la découverte de l'Amérique n'aurait pas eu lieu si tôt. Mais comme la colonisation coïncide avec l'essor des monarchies centralistes, dites absolues, la bourgeoisie travaille sous l'aile protectrice de celles-ci, les diverses formes du servage et de l'esclavage étant pratiquées à la fois par bourgeois et féodaux.

Dans les marges de cette colonisation indifférenciée principale, il y a une avant-garde et une arrière-garde, au sens militaire de ces mots. En avant, la racaille, les bandits de tous les bas-fonds de l'Europe, nobles et roturiers, purs pillards et massacreurs, marchands d'esclaves. Ils peuvent, comme dans la province brésilienne de Sao Paulo, dominer, dans une quasi-indépendance, monnayée auprès du souverain du petit Portugal. Leurs bandes reçoivent le nom de « mameluks », du fait que les Turcs sont, dans les fantasmes populaires, la figure même de la férocité. Ce sont ces « mameluks », ou « Paulistas », qui vont être les ennemis numéro 1 des jésuites des Missions, lesquels vont être amenés, pour la défense de leur œuvre, à armer et exercer leurs Indiens.

Derniers venus ont été les religieux, dominicains, puis jésuites, d'abord comme auxiliaires idéologiques des colonisateurs, mais parmi lesquels vont se trouver nombre d'hommes qui prennent au sérieux leur mission évangélique, distinguant cette Inde occidentale, à l'inverse de l'Afrique, peuplée de « fils de Cham », comme terre ayant été écartée de la Révélation. A son premier voyage de découverte, Colomb développait cette idée, lui dont on peut dire qu'il portait en lui les trois colonisations à la fois. Mais le plus célèbre des premiers évangélisateurs sincères, c'est le père Bartolomé de Las Casas, qui mérita le nom d'Apôtre des Indiens, et se battit toute sa vie contre les atrocités de la colonisation³.

Ce qui peut étonner notre scepticisme, c'est que les rois d'Espagne accordèrent longtemps — quoique avec éclipses — leur soutien aux évangélisateurs. C'est que l'Amérique était loin, qu'ils étaient très au-dessus de ses réalités complexes, et qu'ils auraient bien voulu avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire les trésors des Indes et le Salut éternel. Isabelle la Catholique, la première, refusa la mise en esclavage des Indiens, y compris des Caraïbes anthropophages pour lesquels Christophe Colomb proposait de faire une exception. C'est qu'ils n'étaient que des religieux. Ce fut autre chose avec les jésuites.

La Compagnie de Jésus n'est pas un ordre comme les autres : une étrange

armée-parti. Ces « soldats du Christ » couvrent, sous une obéissance formelle au pape, qu'ils ont été rassemblés pour servir, une autonomie secrète au service d'un dessein politique grandiose, démesuré : réaliser l'unité chrétienne du monde entier sous leur domination théocratique.

C'est dire que leur utopie dépasse de beaucoup ce qu'ils vont réaliser au Paraguay. Mais ce n'est qu'au Paraguay qu'ils vont réussir avant que... cette réussite américaine ne soit l'occasion même de leur chute en Europe, et, par là même, le commencement de leur déclin mondial.

Un communisme chrétien et bureaucratique

Le film indique correctement, bien que succinctement, l'abandon de la colonisation jésuite par le Vatican — voire par la direction de la Compagnie elle-même — pour tenter de sauver sa cause en son centre vital, l'Europe où ils contrôlaient les rois en les confessant, et en faisant assassiner ceux qui voulaient leur échapper (de Henri IV en France au roi du Portugal en 1758). Mais ils ne pouvaient plus faire la part du feu. L'Europe vit une alliance de fait de leurs ennemis les plus opposés, du ministre Pombal, au Portugal, représentant machiavélien du pouvoir politique « absolu » de l'Etat monarchique, au courant anticlérical philosophique des « Lumières », et du Parlement français, « janséniste », gallican, tous violemment hostiles les uns aux autres, mais tous ligüés contre le pouvoir cosmopolite à visée théocratique de la Compagnie.

La colonisation jésuite dura un siècle et demi, de 1609, date où Philippe III d'Espagne accorde aux jésuites le droit de « conquête spirituelle » des 150 000 Indiens de Gaira, à 1767, date du commencement de la destruction des Missions.

Les critiques du film ont abondamment rappelé celles que firent les philosophes français de cette colonisation. La vérité est plus complexe. Voltaire, peut-être le plus déterminé ennemi des jésuites, est en même temps celui qui rend la plus sereine justice à la colonisation du Paraguay, dans son *Essai sur les Mœurs*⁴ : « Les conquêtes du Mexique et du Pérou sont des prodiges d'audace ; les cruautés qu'on y a exercées, l'extermination entière des habitants de Saint-Domingue et de quelques autres îles, sont des excès d'horreur : mais l'établissement dans le Paraguay par les seuls jésuites espagnols paraît à quelques

ABONNEMENTS



égards le triomphe de l'humanité ; ils semblent expier les cruautés des premiers conquérants. » Il nuance cependant : « *Les jésuites se sont à la vérité servis de la religion pour ôter la liberté aux peuplades du Paraguay : mais ils les ont policées ; ils les ont rendues industrielles, et sont venus à bout de gouverner un vaste pays, comme en Europe on gouverne un couvent. Il paraît que les primitifs ont été plus justes, et les jésuites plus politiques.* »

Il explique le début de l'affaire : « *Ces missionnaires pénétrèrent de proche en proche dans l'intérieur du pays au commencement du XVII^e siècle. Quelques sauvages, pris dans leur enfance, et élevés à Buenos-Aires, leur servirent de guides et d'interprètes. Leurs fatigues, leurs peines, égalèrent celles des conquérants du Nouveau-Monde. Le courage de religion est aussi grand pour le moins que le courage guerrier. Ils ne se rebutèrent jamais ; et voici enfin comme ils réussirent.* »

« *Les bœufs, les vaches, les moutons, amenés d'Europe à Buenos-Aires, s'étaient multipliés à un excès prodigieux ; ils en menèrent une grande quantité avec eux ; ils firent charger des chariots de tous les instruments de labourage et de l'architecture, semèrent quelques plaines de tous les grains d'Europe et donnèrent tout aux sauvages qui furent apprivoisés comme les animaux qu'on prend avec un appât. (...) Il fallut que les missionnaires (...) leur apprirent à semer, à labourer, à cuire la brique, à façonner le bois, à construire des maisons ; bientôt ces hommes furent transformés, et devinrent sujets de leurs bienfaiteurs. S'ils n'adoptèrent pas d'abord le christianisme qu'ils ne purent comprendre, leurs enfants, élevés dans cette religion, devinrent entièrement chrétiens.* »

« *Si quelque chose peut donner l'idée de cette colonie, c'est l'ancien gouvernement de Lacédémone. Tout est commun dans la contrée des missions. Ces voisins du Pérou ne connaissent pas l'or et l'argent. L'essence d'un Spartiate était l'obéissance aux lois de Lycurgue, et l'essence d'un Paragouéen a été jusqu'ici l'obéissance aux lois des jésuites : tout se ressemble, à cela près que les Paragouéens n'ont pas d'esclaves pour enseigner leurs terres et pour couper leurs bois, comme les Spartiates ; ils sont les esclaves des jésuites.* »

Voltaire insiste sur le caractère formel de l'allégeance au roi d'Espagne des jésuites en leur « République », ce « *gouvernement unique sur la terre* », où ils « *sont maîtres absolus dans le spirituel, et non moins maîtres dans l'essentiel* ». Diderot va plus loin encore, écrivant que « *le souverain n'était qu'un prête-nom* ».

Bougainville, qui se trouva à point nommé bloqué au rio de La Plata au début de son voyage autour du monde, au moment de l'exécution de la liquidation des Missions, en parle sur le ton de l'objectivité diplomatique, balançant les hommages et les critiques⁶ : « *Les jésuites entrèrent dans la carrière avec le courage des martyrs et une patience vraiment angélique. Il fallait l'un et l'autre pour attirer, retenir, plier à l'obéissance et au travail des hommes féroces, inconstants, attachés autant à leur paresse et à leur indépendance. Les obstacles furent infinis, les difficultés renaissaient à chaque pas ; le zèle triompha de tout, et la douceur des missionnaires amena enfin à leurs pieds ces farouches habitants des bois. En effet, ils les réunirent dans des habitations, leur donnèrent des lois, introduisirent chez eux les arts utiles et agréables ; enfin, d'une nation barbare, sans mœurs et sans religion, ils en firent un peuple doux, policé, exact observateur des cérémonies chrétiennes. Ces Indiens, charmés par l'éloquence persuasive de leurs apôtres, obéissaient volontiers à des hommes qu'ils voyaient se sacrifier à leur bonheur. (...) C'est une société qui habite une terre fertile sous un climat fortuné, dont tous les membres sont laborieux et où personne ne travaille pour soi ; les fruits des cultures communes sont rapportées fidèlement dans les magasins publics, d'où l'on distribue à chacun ce qui lui est nécessaire pour sa nourriture, son habillement et l'entretien de son ménage. (...) Les maisons particulières sont commodes, les édifices publics sont beaux ; le culte est uniforme et scrupuleusement suivi ; ce peuple heureux ne connaît ni rangs ni conditions, il est également à l'abri des richesses et de l'indigence.* »

Autre côté du tableau : « *Les Indiens avaient pour leur curé une soumission tellement servile que non seulement ils se laissaient punir du fouet à la manière du collègue, hommes et femmes, pour les fautes publiques, mais qu'ils venaient eux-mêmes solliciter le châtiement des fautes mentales.* »

Et Bougainville de conclure plus loin : « *On voit par ce détail exact que les Indiens n'avaient en quelque sorte aucune propriété et qu'ils étaient assujettis à une uniformité de travail et de repos cruellement ennuyeuse.* » En somme, l'utopie réalisée est aussi inhumainement robotique que l'utopie des ouvrages du genre, de Thomas More et Campanella à Louis-Sébastien Mercier et... Sade.

Pas de doute pourtant qu'entre leurs frères des forêts, leurs pareils de la veille, et les tueurs esclavagistes de Sao Paulo, les Indiens des Missions préférèrent leur sort et défendirent leur « Etat »

ABONNEMENT A DOMICILE		France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste		450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE		160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel). 1 an		150 F	170 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)		65 F	75 F
6. INPRECOR (quinzomadaire). 1 an		250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)		100 F	170 F
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)			
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	
Nom Prénom Adresse Formule choisie Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80			

avec la dernière énergie. Avant de détruire les Missions par le fer et le feu, les représentants de l'Espagne utilisèrent la ruse : Bougainville raconte : « Le gouvernement se déterminait à temporiser et se contenta d'écrire dans les missions qu'on lui envoya sur le champ le corrigé et le cacique de chaque peuplade pour leur communiquer des lettres du roi. Il expédia cet ordre avec la plus grande célérité afin que les Indiens fussent en chemin et hors des réductions avant que la nouvelle de l'expulsion de la société pût y parvenir. Par ce moyen, il remplissait deux vues, l'une de se procurer des otages qui l'assureraient de la fidélité des peuplades lorsqu'il en retirerait les jésuites ; l'autre de gagner l'affection des principaux Indiens par les bons traitements qu'on leur prodiguerait à Buenos-Aires et d'avoir le temps de les instruire du nouvel état dans lequel ils entreraient lorsque, n'étant plus tenus par la misère, ils jouiraient des mêmes privilèges et de la même propriété que les autres sujets du roi. »

Bougainville ne vit pas la fin de l'affaire. Les jésuites arrêtés dans la colonie espagnole en un seul coup de filet, ceux des Missions résistèrent. Si les jésuites étaient connus pour leur obéissance, c'était d'abord obéissance à leur général, et, au-delà, au principe le plus élevé de leur cause. Certains s'inclinèrent. Mais le film ne ment pas en montrant que d'autres, sans doute la majorité — et à coup sûr plus nombreux que le cas particulier qui nous est montré par le cinéaste — combattirent et moururent avec leurs Indiens. « Les Pères vaincus furent traités avec une brutalité extrême, écrit Pierre Dominique⁷. Pour les Indiens, trompés, divisés, désarmés, on finit par en faire des esclaves. Les troupes qui remplacèrent les jésuites se déshonorèrent par des actes de vandalisme qui semblent avoir été commandés et exécutés méthodiquement si l'on en juge par le sort qui fut partout réservé aux bibliothèques fondées par les missionnaires. »

Si cette colonisation n'était pas idéale — et ne pouvait l'être, par définition — l'on n'y tuait pas, et un avenir original des peuples autochtones aurait pu naître de ce communisme primitif, paternaliste, moraliste et bureaucratique. Sa destruction ignoble, bien montrée par le film, est une des pages, hélas innombrables, de la sauvagerie coloniale européenne qui, dans ce cas particulier, jetait le masque de l'idéologie religieuse puisque les Indiens massacrés étaient des chrétiens. Très peu d'Indiens des missions retournèrent à la « vie sauvage » des forêts.

Si cette colonisation n'était pas idéale — et ne pouvait l'être, par définition — l'on n'y tuait pas, et un avenir original des peuples autochtones aurait pu naître de ce communisme primitif, paternaliste, moraliste et bureaucratique. Sa destruction ignoble, bien montrée par le film, est une des pages, hélas innombrables, de la sauvagerie coloniale européenne qui, dans ce cas particulier, jetait le masque de l'idéologie religieuse puisque les Indiens massacrés étaient des chrétiens. Très peu d'Indiens des missions retournèrent à la « vie sauvage » des forêts.

Michel Lequenne

1. *Mission*, film de Roland Joffe, avec Robert de Niro, Jeremy Irons.

2. *Aguirre, la Colère de Dieu*, film de Werner Herzog, avec Klaus Kinski, Helena Rojo, Ruy Guerra.

3. Bartolomé de Las Casas, *Très brève relation de la destruction des Indes*, éditions Maspéro-La Découverte.

4. Voltaire, *Essai sur les Mœurs*, chap. CLIV.

5. Diderot, « Les jésuites chassés d'Espagne », in *Œuvres complètes* tome 13, éditions Club français du livre.

6. Bougainville, *Voyage autour du monde*, chap. V, éditions La Découverte.

7. Pierre Dominique, *la Politique des jésuites*, éditions Grasset. Une description complète, aisément accessible, de l'histoire et de la « sociologie » des missions peut se trouver dans *la Relation des missions du Paraguay*, de Ludovico Antonio Muratori, avec sa solide introduction de Girolamo Imbruglia, éditions La Découverte.



« Et si on parlait vrai » : De quoi ? De réforme ou de révolution ?

Jacqueline ALLIO, Cyril SMUGA, Arthur WILKINS

LA publication du numéro spécial de *Critique communiste* consacré à l'URSS aurait pu constituer un véritable événement car la presse de la LCR a par trop délaissé la réalité sociale, économique et politique de cette immense Etat depuis des années. La publication de l'excellent article de Bohdan Krawchenko sur la classe ouvrière soviétique dans le n° 46 de *Critique communiste* ne fut dans ce domaine que la proverbiale hirondelle qui, comme chacun le sait, ne fait pas le printemps. Si la société soviétique n'est pas figée ni plongée dans l'immobilisme — et nous ne pensons pas que ce soit le cas —, pourquoi notre presse ne s'y intéresse-t-elle que lorsque quelque chose bouge au Kremlin ?

La parution de ce numéro spécial est néanmoins un événement, mais pour de tout autres raisons : sa *ligne générale*, déterminée par les articles et prises de position d'Alain Brossat et de Vera Lapotchkine, et à laquelle la conception d'ensemble du numéro est subordonnée (à la seule exception de l'article de Michel Lequenne sur la guerre d'Afghanistan, qui est en totale opposition avec cette ligne), constitue une remise en cause radicale de notre approche traditionnelle des sociétés postcapitalistes et de l'URSS en particulier. Dans leur article de réponse au numéro spécial, publié dans *Critique communiste* n° 58 de décembre 1986, François Dietrich et Michel Lequenne affirment que la méthode employée pour engager le débat « pose un problème de méthode ». Nous trouvons l'expression bien polie... Mais sur ce point — comme sur beaucoup d'autres questions fondamentales déterminant notre approche des sociétés en question, notre obstination à défendre la nécessité d'une *révolution politique* — nous sommes d'accord avec leurs critiques, quand bien même des divergences nous séparent sur d'autres questions d'analyse théorique. Certes, Daniel Bensaïd et Eric Laurent opposent certaines objections à A. Brossat dans le cadre du débat publié dans le numéro spécial. Toutefois, ces objections donnent à plus d'une reprise une impression de complicité avec la démarche et la ligne proposées. Peut-être cela tient-il au fait que la réalité des pays sous domination bureaucratique est pour eux une référence idéologique plus qu'un terrain

d'action politique. Mais la rédaction de *Critique communiste* n'était pas condamnée à choisir une telle composition de participants à la table ronde, même si elle devait se limiter au cadre des seuls militants de la LCR.

Sous prétexte de lutte idéologique avec le discours « *antitotalitaire* » (anticommuniste), A. Brossat et V. Lapotchkine révisent — de manière à peine voilée — l'analyse qui était la nôtre jusqu'ici concernant la nature de l'URSS, le caractère et le rôle de la bureaucratie dominante dans cet état, ainsi que le processus de contre-révolution qui l'a portée au pouvoir — analyse élaborée par Trotsky et qui représente l'un des fondements du marxisme révolutionnaire contemporain. Selon cette analyse, le caractère totalitaire du *système de pouvoir politique* de la bureaucratie dans une société post-capitaliste est inéluctable et il a un fondement organique. Cela ne signifie pas pour autant que la *société* est elle aussi totalitaire — ce ne fut jamais le cas de la société soviétique, même aux pires moments du régime stalinien. S'il en avait été ainsi, sa nature en aurait été profondément modifiée, comme le montrait Trotsky dans sa polémique avec Bruno Rizzi.

Pour leur part, A. Brossat et V. Lapotchkine sont prêts à admettre que le pouvoir de Staline fut totalitaire, mais ils dénie que ce soit le cas du régime de la bureaucratie poststalinienne. Ceux qui refusent cette « *innovation* » font preuve à leurs yeux d'une totale incompréhension de la mobilité et du dynamisme du régime soviétique, voire subissent les pressions de l'« *idéologie antitotalitaire* ». Que des modifications soient intervenues après la mort de Staline dans la façon dont la bureaucratie exerce le pouvoir, personne n'en doute parmi les marxistes révolutionnaires. Mais ces changements n'ont aucunement supprimé le caractère totalitaire de ce pouvoir, et il ne pouvait en être ainsi. Car ce dernier reste fondé sur l'interdiction permanente de tout mouvement ouvrier indépendant, sur la suppression de toute démocratie ouvrière jusque dans les moindres recoins de la vie sociale, ainsi que sur la fragmentation et la compartimentation forcées de la classe ouvrière et de l'ensemble de la société. On connaît le sort de toute personne qui tente de créer un syndicat — dégrè le plus élé-

mentaire de l'organisation ouvrière — ou ne serait-ce qu'un journal ouvrier indépendant, pour ne rien dire d'un parti politique. La lutte de la classe ouvrière, atomisée par les changements individuels de lieu de travail, a été ramenée à son niveau le plus primitif en URSS. Et c'est cet exemple de l'incroyable dégradation de la situation de toute une classe qu'A. Brossat et V. Lapotchkin ont le front de présenter comme un « *droit fondamental* ». Quant au caractère prétendument rationnel des passeports intérieurs — institution honteuse s'il en est —, ce sont là des propos plutôt surprenants, pour ne pas dire plus. V. Lapotchkin est-elle incapable de comprendre qu'un groupe social dominant n'étant porteur d'aucune rationalité socio-économique doit recourir à la « rationalité » policière pour contrôler la force de travail ?

Il n'est guère surprenant, dès lors, que A. Brossat et V. Lapotchkin n'abordent pas le problème des conditions nécessaires au développement — ni même de la nécessité — d'un mouvement ouvrier indépendant ou d'autres mouvements sociaux en URSS et qu'ils ne disent rien des expériences embryonnaires dans ce domaine. Ce n'est pas non plus un hasard s'il n'est fait référence au programme de la révolution antibureaucratique qu'une seule fois, à propos de considérations sur la vision de Trotsky qui leur apparaît « *sans objet* » à l'heure actuelle. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'Alain Brossat propose de réviser le concept de contre-révolution bureaucratique élaboré par Trotsky.

De quoi s'agit-il ? A. Brossat le déclare ouvertement : « *Il faut que nous entreprenions une véritable œuvre de refondation de notre théorie du "socialisme réel" conçu comme une autre variante, imprévue, de cette société d'avant la véritable histoire humaine dont parle Marx.* » Le centre de cette « *refondation* » renvoie au concept de consensus : « *Comprendre la réalité soviétique, écrit A. Brossat, c'est comprendre de quelle manière étaient faits les consensus qui ont permis à Staline de faire passer l'Union soviétique en trois décennies de l'air à la pile atomique.* » Ce n'est pas grâce à Staline, mais grâce à l'éradication de la propriété privée — c'est-à-dire grâce à la révolution d'Octobre — que le passage à la pile atomique a pu s'effectuer. En revanche, c'est « *grâce* » à Staline (lire au régime bureaucratique) que cette pile atomique est allée de pair avec la non-satisfaction des besoins sociaux des larges masses et avec un phénomène extrêmement dangereux — une forte tendance à la décomposition de la nature sociale du travail humain et à l'atomisation du travail, ce qui freine l'utilisation des retombées technologiques de la pile atomique dans le procès de production ainsi que le développement des forces productives. Il suffit pour s'en convaincre de constater que le nombre d'ouvriers soviétiques affecté à la réparation des machines est très fortement supérieur au nombre de ceux qui les produisent. Il suffit de voir ce que signifie le « *développement de la division du travail* » à la soviétique : des entreprises obligées d'avoir leurs propres ateliers pour fabriquer de nombreux outils introuvables et des ouvriers contraints d'errer dans les

ateliers pour trouver les outils qui leur manquent ou pour réparer les leurs avec les moyens du bord. Il suffit enfin de rappeler les résistances incroyables qui ont fait obstacle à l'adoption d'une technique aussi élémentaire que l'usage de la palette et la proportion énorme du travail manuel non qualifié et non mécanisé en URSS. Pas un mot de tout cela dans le numéro spécial de *Critique communiste*, alors que ce sont autant d'éléments qui déterminent les conditions du procès du travail social et de la production matérielle et qui sont décisifs pour comprendre la nature et les effets de la domination bureaucratique.

Défendre l'idée que la société soviétique est passée de l'air à la pile atomique grâce à Staline et qu'il s'agit en quelque sorte d'un acquis à mettre au compte de la bureaucratie, c'est faire chorus avec le pire des discours stalinien — un discours ne valant pas beaucoup mieux que celui



qu'Alain Brossat et Vera Lapotchkin entendent dénoncer. Un tel discours conduit nécessairement — et A. Brossat n'y échappe pas — à réhabiliter la domination de la bureaucratie en tant que groupe dont le comportement est déterminé par une « *dialectique du conservatisme et du dynamisme* » et qui porte en soi deux tendances contraires. La bureaucratie peut non seulement arrêter n'importe quel mouvement de l'histoire, mais aussi — écoutons bien — « *l'accélérer de manière fantastique comme s'il échappait brusquement à l'attraction terrestre* ». A. Brossat considère que le régime stalinien, prétendument mu par cette dialectique, « *impulse en permanence un mouvement extrêmement impétueux de la modernité, en accélérant même, en un sens, l'irruption dans l'univers de la modernité, en suscitant — avec la poigne de fer et les moyens sanglants qu'on lui connaît — un dynamisme dont les performances industrielles et la capacité à mobiliser cette société pour écraser le nazisme sont les indices les plus patents* ».

Tout cela est absolument faux. La bureaucratie stalinienne n'a jamais suscité un

dynamisme assurant des performances industrielles. Elle a d'abord freiné l'industrialisation et, par la suite, elle lui a imposé un rythme suraccélééré qui relevait du plus pur aventurisme économique dont Khrystian Rakovsky, l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche, décrit les effets économiques et sociaux dès 1930. La bureaucratie n'a jamais impulsé de mobilisation de la société soviétique pour écraser le nazisme. Sa politique a eu pour effet d'ouvrir la porte à l'invasion de l'impérialisme allemand. Elle porte la responsabilité des défaites de l'armée soviétique et du défaitisme massif qui s'est développé durant les premiers mois de la guerre, en Ukraine et en Biélorussie avant tout — phénomène que même la presse soviétique a commencé à évoquer ces derniers temps. Ce n'est pas le stalinisme qui a mobilisé les masses mais le danger mortel que représentait le nazisme, la peur de voir anéanti tout ce qui pouvait subsister des conquêtes de la révolution d'Octobre — concrètement, la propriété collective des principaux moyens de production — et le refus de la restauration capitaliste.

A propos d'analyses du système du pouvoir de la bureaucratie stalinienne du type de celle d'A. Brossat, Ernest Mandel a écrit : « *De cette façon, par un long détour, on revient à son bon vieux point de départ stalinien ou stalinisant. Certes, le Goulag est détestable. Le code du travail stalinien, le plus dur du monde, fut difficile à avaler. Le massacre des cadres bolcheviks fut un "terrible excès". Mais y avait-il vraiment une autre voie ? Les circonstances internes et externes n'étaient-elles pas si défavorables qu'on n'avait pas le choix ? Peut-on faire une omelette sans casser des œufs ? Peut-on dépasser des conditions d'arriération autrement que par des moyens barbares ? Hier, "nous" appelions cela "construire le socialisme par des moyens barbares". Aujourd'hui, nous l'appelons "construire une nouvelle société de classe exploiteuse mais progressiste par rapport au capitalisme, à l'aide de moyens barbares". Mais, aujourd'hui comme hier, "nous" considérons ce despotisme comme historiquement prédéterminé et inévitable — même si nous l'appelons, comme Rudolf Bahro, "la voie non capitaliste vers l'industrialisation" qui était seule ouverte à certains pays. Et ainsi de suite, jusqu'à la nausée...*

« *L'adoption de la position marxiste, c'est-à-dire trotskyste, sur la question de l'URSS, évite évidemment ce piège analytique. Tout ce qui est réellement progressiste dans le développement de la Russie, de la Yougoslavie, de la Chine, est le produit d'une révolution socialiste, c'est-à-dire en dernière analyse le produit du prolétariat. Tout ce qui est réactionnaire, c'est le produit de l'usurpation du pouvoir par une bureaucratie parasitaire, produit de la survie du capitalisme à l'échelle internationale. Il n'y a aucune interconnection entre ce qui est progressiste et ce qui est réactionnaire dans ces sociétés¹.* »

Trotsky disait qu'un des principaux devoirs de la IV^e Internationale est de « *comprendre théoriquement, mobiliser politiquement et organiser la haine des masses contre la bureaucratie en tant que caste dirigeante (...) qui opprime et vole les ou-*

vriers et les paysans, qui mène à leur ruine les conquêtes d'Octobre, et qui constitue l'obstacle principal sur la voie de la révolution internationale² ». Il s'agit là du devoir des marxistes révolutionnaires non seulement en URSS, mais dans le monde entier. Cela reste notre conception et, nous sommes certains que l'immense majorité des militants de la LCR la partage.

C'est pourquoi il est étonnant que le comité de rédaction de *Critique communiste* (voir son explication dans le numéro de décembre dernier) ne voie pas la moindre raison de prendre ses distances avec la ligne affirmée dans le numéro spécial. Nous prenons acte de sa déclaration de n'avoir « nulle réticence » (*sic*) à reconnaître la nécessité de la révolution antibureaucratique ni à proclamer une « solidarité indéfectible avec les travailleurs des pays de l'Est ». Mais nous regrettons qu'on ne trouve rien de ces « vérités premières » dans le numéro en question. Nous sommes surpris que cela ne semble poser aucun problème au comité de rédaction : ce dernier paraît ne pas comprendre qu'un tel « oubli » a quelque chose à voir avec une orientation bien loin de se situer « dans la stricte continuité des analyses de Trotsky ».

Qu'il nous soit permis pour terminer de faire deux remarques. A. Brossat place « la clarté idéologique et l'indépendance politique » de la IV^e Internationale « au poste de commande », entre autres de la manière suivante : « Nous sommes d'irréductibles adversaires de Jaruzelski – mais pour de tout autres raisons que l'immense majorité de ceux qui le combattent aujourd'hui, avec l'abnégation que l'on sait, dans la clandestinité polonaise. » Ni les participants au débat, les camarades Daniel Bensaïd et Eric Laurent, ni les éditeurs de *Critique communiste* n'ont malheureusement jugé bon de répliquer à cette déclaration du camarade Brossat, faite à tort au nom de la IV^e Internationale.

Les membres et les partisans polonais de la IV^e Internationale, dans le pays comme à l'étranger, sont d'irréductibles adversaires du régime bureaucratique en Pologne en vertu de raisons pour l'essentiel identiques à celles de l'immense majorité des militants de Solidarnosc. Nous sommes convaincus que c'est aussi la position de la IV^e Internationale et qu'elle ne s'oppose pas à Jaruzelski pour de « tout autres raisons » (mystérieuses), comme l'affirme Alain Brossat.

Il existe toujours des différences entre les organisations marxistes révolutionnaires et les mouvements de masse, tant du point de vue du niveau de conscience que de la clarté du programme ou de la stratégie de lutte. Ne s'agit-il pas là de l'ABC du marxisme ? Tous les mouvements de masse sans exception font preuve d'idéologies confuses, indépendamment du fait qu'il s'agisse de la France, du Nicaragua ou de la Pologne. Il n'y a pas de différence, de ce point de vue, entre le combattant de la milice sandiniste, le syndicaliste français et le militant de Solidarnosc, même si l'un va à l'église et l'autre pas, même si l'un fréquente l'église du peuple plutôt que l'église officielle. Un syndicaliste de la CGT ou un guérillero du FSLN convaincu que l'URSS

est la patrie du socialisme n'a pas une conscience plus élevée que le militant de Solidarnosc convaincu que les Etats-Unis sont la patrie de la démocratie.

Ce même numéro de *Critique communiste* reproduit un article d'Isaac Deutscher, « La conscience ex-communiste », avec une note introductive du camarade A. Brossat. L'œuvre littéraire et historique de Deutscher est remarquable. Il est toutefois du devoir élémentaire d'informer les lecteurs (surtout lorsqu'il s'agit d'un numéro consacré à l'URSS) que Deutscher :

- bien qu'il ait critiqué de manière brillante l'attitude des intellectuels ex-staliniens convertis en anticommunistes, partageait avec eux la conviction que le stalinisme découle du léninisme ;
- professait la théorie absolument fautive selon laquelle le système de pouvoir de la bureaucratie totalitaire serait capable de s'autoréformer et de s'autoliquider ;
- affirma que les mouvements antistaliniens de la classe ouvrière en Allemagne de l'Est en 1953, de même qu'en Pologne et en Hongrie en 1956, avaient conduit l'Europe de l'Est au bord de la restauration bourgeoise et que l'intervention ou la menace d'intervention de l'armée soviétique s'étaient révélés nécessaires pour l'empêcher.

Une telle clarification s'impose car, jusqu'à aujourd'hui, beaucoup de gens continuent de confondre la pensée de Deutscher avec le marxisme révolutionnaire.

Jacqueline Allio,
Cyril Smuga, Arthur Wilkins

1. Ernest Mandel, « Pourquoi la bureaucratie soviétique n'est pas une nouvelle classe dominante », *Quatrième Internationale* n° 1, 1980, p. 69-70.

2. Léon Trotsky, *Œuvres*, vol. 18, ILT, Paris, 1984, p. 126.

□ Nous concluons ce débat avec les dernières contributions à paraître dans notre numéro de février.

Critique communiste

Index chronologique des articles parus en 1986

Afin de vous permettre de trouver plus facilement dans l'index les thèmes qui vous intéressent, nous en avons modifié la présentation. Vous trouverez ci-après le sommaire de chaque numéro de *Critique communiste*, suivi de l'index thématique et des personnalités citées. Nous avons assigné un numéro d'ordre à chaque article, auquel renvoie l'index thématique.

Janvier 1986, n° 48

- | | | |
|---|--|--|
| 1 | Editorial | A deux mois des élections, recentrages et cohabitation |
| 2 | Vincent Kermel | Nouvelle-Calédonie : Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro |
| | DOSSIER : Bilan économique et social de la gauche (1) | |
| 3 | Groupe de travail | Le niveau de vie des travailleurs |
| 4 | économique | La dégradation de l'emploi |
| 5 | | La politique patronale dans les entreprises |
| 6 | François Ollivier | Trop honnête pour être vrai : le MPPT |

Février 1986, n° 49

- | | | |
|----|--|---|
| 7 | Editorial | Veillée d'armes à droite |
| 8 | François Duval | Le Parti socialiste face à son avenir |
| | DOSSIER : Bilan économique et social de la gauche (2) | |
| 9 | Groupe de travail | La banqueroute des nationalisations |
| 10 | économique | Reconquête du marché intérieur, où sont tes victoires ? |
| 11 | | Le redressement des profits |
| 12 | | L'austérité sans issue |
| 13 | | La crise toujours |
| 14 | Francis Sitel | Le dernier livre de Philippe Herzog : Toujours aussi glissant |
| 15 | Cyril Smuga | Pologne : Quand Jaruzelski impose la flexibilité du travail |

Mars 1986, n° 50

- | | | |
|----|---|---|
| 16 | Editorial | 16 mars 86 : mode d'emploi |
| 17 | Danièle Lacoste | Femmes et travail de nuit |
| | DOSSIER : Le chômage, un mal dont il faut guérir | |
| 18 | Raymond Nazier | Le chômage, cancer social |
| 19 | | Une arme pour le patronat |
| 20 | Sarah Léonard | Apartheid : le capitalisme à la sud-africaine |
| 21 | Les rapports entre | Lutte ouvrière et la IV ^e Internationale (échange de correspondance) |
| 22 | Alexis Violet | L'art et la révolution (entretien avec Matta) |

Avril 1986, n° 51

- | | | |
|----|-----------------|---|
| 23 | Francis Sitel | Après le 16 mars, une nouvelle donne |
| 24 | | PCF : la spirale du déclin |
| 25 | | Le Front national : l'incrustation |
| 26 | | L'extrême gauche : une conduite d'échec |
| 27 | Raymond Nazier | Edmond Maire fait ses adieux à la classe ouvrière |
| | DOSSIER | |
| 28 | Maxime Durand | La crise mexicaine et ses enjeux |
| 29 | Antoine Artous | Il y a vingt ans, la JCR |
| 30 | Michel Lequenne | La vie exemplaire de Milena Jesenska |

Mai 1986, n° 52

- | | | |
|----|--------------------|--|
| 31 | Alain Brossat | Kurt Waldheim ou le vertige de la mémoire |
| 32 | Archi Ahmed | Deux ans chez ceux d'en bas : Tête de Turc, de Günter Wallraff |
| 33 | Jean Lantier | L'héritage communiste en question |
| 34 | Table ronde | L'après-16 mars (avec des porte-parole de : FGA, PAC, PSU, LCR) |
| 35 | David Cameron | Grande-Bretagne : Du fil à retordre pour la dame de fer |

Juin 1986, n° 53

- | | | |
|----------------|----------------------------------|---|
| Juin 36 | | |
| 36 | Antoine Artous | Trotsky et les trotskystes face au Front populaire |
| 37 | Jacques Kergoat | Marceau Pivert et la gauche révolutionnaire |
| 38 | Table ronde | Une alternative à la crise |
| 39 | Lutte ouvrière | Lettre ouverte aux camarades de la LCR |
| 40 | Ligue communiste révolutionnaire | A tous les camarades de Lutte ouvrière |
| 41 | Alexis Violet | Parlons chansons (entretien avec Frank Tenaille et Jean-Claude Klein) |

Juillet 1986, n° 54

- | | | |
|---|-------------------|--|
| 42 | Francis Sitel | Les premiers cent jours du chiraquisme |
| DOSSIER : Santé, les enjeux d'un débat | | |
| 43 | Pierre Morane | Santé, les enjeux d'un débat |
| 44 | Pierre Morane | Les politiques de santé de Michel Debré à Edmond Hervé |
| 45 | François Dietrich | La gauche et l'hôpital public : un lourd bilan |
| 46 | Roland Lejeune | Les projets de la droite contre la Sécurité sociale |
| 47 | Pascal Blaise | Les luttes dans la santé : un nouveau paysage |
| 48 | Flora Chénétier | Grèves ouvrières en Belgique : le plus et le moins |
| 49 | Ariane Merri | La Révolution française a eu lieu |

Août-septembre 1986, n° 55 : URSS, et si on parlait vrai ?

- | | | |
|----|------------------|---|
| 50 | Vera Lapotchkine | Savoir regarder la bonne scène |
| 51 | Victor Zaslavsky | Le consensus organisé (extrait) |
| 52 | Eric Laurent | Le « facteur humain » |
| 53 | Michel Lequenne | En Afghanistan, la sale guerre continue |
| 54 | Alain Brossat | Misère et grand-peur de l'idéologie du totalitarisme |
| 55 | Débat | Consensus et terreur de Staline à Gorbatchev
(Daniel Bensaïd, Alain Brossat, Eric Laurent) |
| 56 | Isaac Deutscher | La conscience ex-communiste (extrait) |
| 57 | Nikolaï Petrov | Des chameaux et des tracteurs (extrait) |

Octobre 1986, n° 56

- | | | |
|----------------|----------------|--|
| 58 | Francis Sitel | Mouvement ouvrier français : la crise au cœur |
| 59 | Michel Dupont | Le tour d'Europe de la flexibilité : entretien avec R. Boyer |
| DOSSIER | | |
| 60 | Maurice Dubois | Nouvelles technologies : vers la fin du taylorisme |
| 61 | Michel Dupont | Les « nouveaux critères de gestion » du PCF |
| 62 | Ernest Mandel | Delightful Murder (extraits d'un ouvrage à paraître) |

Novembre 1986, n° 57

- 63 Claude Gabriel,
Vincent Kermel Le peuple kanak face à l'offensive colonialiste
- DOSSIER : Code de la nationalité, la deuxième frontière**
- 64 Margerie Chantagret Nationalité française : histoire d'un code
- 65 Margerie Chantagret Comment devient-on français aujourd'hui ?
- 66 Rubio Martinez Des faits plus têtus que les lois
- 67 François Ollivier Interview de Dominique Paganelli (Convergences socialistes)
- 68 François Ollivier De la rupture à l'adhésion au Parti socialiste
- 69 Francis Sitel Le PCF et son image auprès des Français
- 70 Léonce Aguirre « Les servitudes de la puissance »

Décembre 1986, n° 58

- 71 Livio Maitan PCF-PCI, la tentation italienne
- 72 Michael Löwy Henri Lefebvre et le romantisme révolutionnaire
- DOSSIER réalisé par le secrétariat étudiants des JCR**
- 73 Le cyclone libéral de Devaquet
- 74 Les nouveaux étudiants
- 75 François Dietrich,
Michel Lequenne Le numéro spécial a-t-il parlé vrai ?

Index des thèmes et personnalités citées

Afghanistan	53	Extrême gauche	70	Nazisme	31
Afrique du Sud	20	FLNKS	2, 63	Niveau de vie	3
Alternative	34, 38	FURET, François	49	PAGANELLI, Dominique	67
Antiracisme	20, 65, 66	Femmes	17	PCF	14, 24, 33, 61, 69, 71
Art	22, 41, 72	Flexibilité	5, 15, 17, 19, 38, 59, 60	PC italien	71
Automatisation	60	Front national	25	PCI	6, 68
Autriche	31	Front populaire	36, 37	PIVERT, Marceau	37
BAUBY, Pierre	34	GORBATCHEV, Mikhaïl	50, 53	PS	6, 8, 37, 67, 68
Belgique	48	HEMERY, Daniel	70	Patronat	5, 11
BENOIT, Henry	38	HERZOG, Philippe	14, 61	Peinture	22
BERLINGUER	71	IV ^e Internationale	21, 29, 39, 40	Pologne	15
BOCCARA, Paul	61	Immigration	32, 64, 65, 66	Pouvoir d'achat	3
BOYER, Robert	59	Italie	71	RFA	32
BUBER-NEUMANN	30	JCR	29	Réforme Devaquet	73, 74
BREJNEV, Leonid	51	JESENSKA, Milena	30	Régulationnisme	59
Bureaucratie	75	KRIVINE, Alain	34	Révolution française	49
CFDT	27	Kanaky	2, 63	Romantisme	72
CHIRAC, Jacques	42	LEFEBVRE, Henri	72	Royaume-Uni	35
Convergences socialistes	67, 68	LE SCORNET, Jean-Claude	34	Sécurité sociale	46
Chômage	18, 19	Libéralisme	35, 46, 49, 73	Santé	43, 44, 45, 46, 47
Code de la nationalité	64, 65	Littérature	30, 62	Situation politique française	1, 7, 16, 23, 24, 25, 26, 34, 42, 58, 69
Cohabitation	23, 42	Lutte ouvrière	21, 39, 40	Soviétologie	54
Colonialisme	63	Législatives	23, 24, 25, 26, 34	Stalinisme	55, 56, 75
Compromis historique	71	MACHORO, Eloi	2	Syndicalisme	58
Conditions de travail	17, 60	MAIRE, Edmond	27	Taylorisme	60
Crise économique	13, 28, 35, 38, 43, 61	MARCHAIS, Georges	71	Technologie	60
DEBEIR, Jean-Paul	70	MPPT	6	Totalitarisme	54
DELEAGE, Jean-Paul	70	Mai 68	29	Trotskyisme	36
Déqualification	60	MATTA	22	UNEF	74
Ecologie	70	Mexique	28	URSS	50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 75
Economie	3, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 44, 52, 57, 61	Milieu étudiant	74	Université	73, 74
Emploi	4	Mouvement ouvrier	45, 47, 48, 58, 67	WALDHEIM, Kurt	31
Energie	70	Musique	41	WALLRAFF, Günter	32
		NAJMAN, Maurice	34	WOLF, Otto	38
		Nationalisation	9		

Lubomir Sochor

C'est avec tristesse que nous avons appris la mort de Lubomir Sochor, bien connu des lecteurs de la revue *la Nouvelle Alternative*, consacrée aux droits et libertés démocratiques en Europe de l'Est.

Intellectuel et philosophe marxiste tchécoslovaque, il connut par deux fois la répression stalinienne dans son pays. Au début des années soixante, accusé de « titisme », il fut démis de toutes ses responsabilités et devint ouvrier à Prague. Il fut réhabilité par la suite et élu au comité central du parti tchécoslovaque lors de son congrès clandestin d'août 1968, alors que Prague était occupée par les troupes soviétiques. Bientôt exclu du parti, mis dans l'incapacité d'exercer son métier d'écrivain et de théoricien, il finit par choisir l'exil à la fin des années soixante-dix et vivait depuis lors en France.

En Tchécoslovaquie, on lui doit en

particulier la traduction de Gramsci et, en édition clandestine, celle de *la Révolution trahie* de Léon Trotsky. En France, outre son enseignement à l'université Paris VII, il collabora à diverses revues et anima *Listy*, la revue de l'opposition socialiste en Tchécoslovaquie.

Tous ceux qui l'ont rencontré ont pu apprécier la profondeur de sa culture, l'ouverture de sa pensée, sa gentillesse qui n'ont cessé de caractériser le travail militant qu'il avait poursuivi parmi nous. Il y a quelques mois encore, il avait sans réserve accepté de participer à une table ronde pour notre revue, qui ne se tint malheureusement pas en raison d'autres défections. La bureaucratie de l'Est porte la responsabilité de sa mort prématurée à soixante et un ans, l'ayant contraint à un exil qui lui était devenu trop insupportable. Nous saluons sa mémoire et adressons à ses proches et à tous ses amis toute notre sympathie.



la nouvelle
Alternative

N° 4
Décembre 1986
Prix : 60 F.

*revue pour les droits et
les libertés démocratiques
en Europe de l'Est*

Dossier
**Union soviétique :
Quels changements ?**
Roy Medvedev, Youri Orlov,
Lubomir Sochor, Jacques Sapir à
la recherche de réponses

Culture
**«L'insoutenable légèreté
de l'écriture
de Milan Kundera»**
par Milan Jungmann,
opposant de Prague

La Milena des Tchèques
Souvenirs de Lumir Civrny,
arrêté en 1939 avec M. Jesenská

La nature menacée
**Une nouvelle marge
de contestation ? (1^{re} partie)**

**Pologne à la recherche
du compromis**
Interview de Jacek Kuron
Notes de lecture

Lisez les publications de la LCR, des JCR
et de la IV^e Internationale

En vente notamment à la librairie La Brèche (Paris)



CAHIERS DU FEMINISME
trimestriel
15 F
instrument militant
des luttes des femmes
un dossier chaque trimestre
(En vente en librairies)

QUATRIEME INTERNATIONALE
revue trimestrielle
du secrétariat unifié
de l'Internationale
40 F



INPRECOR
Revue bimensuelle
d'information
et d'analyse
internationales
12 F

AU SOMMAIRE
POLOGNE
Programme d'action
de l'entente
de l'opposition ouvrière
GRENADE
Leçon de la défaite
FEMMES
Luttes et axes de résistance
AFRIQUE DU SUD
Lutte anti-apartheid
et lutte de classes



AUTRE CHOSE
Hebdomadaire
des Jeunesses
communistes
révolutionnaires
2 F.
Abonnement 6 mois : 50 F
Soutien : 100 F
Chèques à l'ordre
de Autre Chose,
9, rue de Tunis.
75011 Paris.

Tous ces titres peuvent être commandés directement à la PEC

librairie
diffusion
LA BRECHE

heures d'ouverture
lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi
de 12 à 20 h

**Achetez-y
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

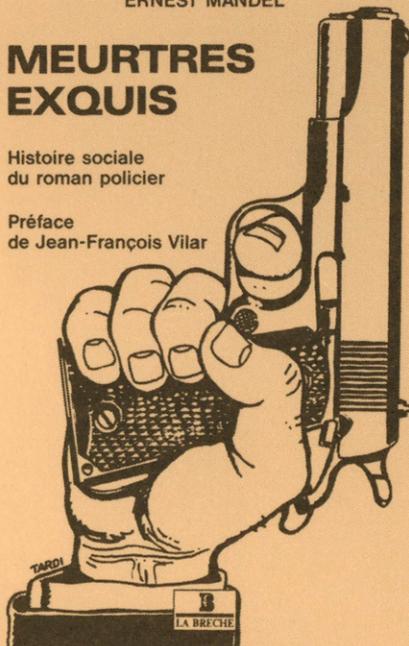
9, rue de Tunis. 75011 Paris.
Tél : 43 67 63 57

ERNEST MANDEL

MEURTRES EXQUIS

Histoire sociale
du roman policier

Préface
de Jean-François Vilar



VIENT DE PARAITRE

En vente dans
les bonnes librairies
73 F

un livre
d'ERNEST MANDEL
aux éditions PEC-La Brèche

**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tel : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551